

Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Des systèmes alimentaires résilients en Afrique de l'Ouest

Contribution du PAM à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

Septembre 2023



Table des matières

Résumé exécutif	3
Aperçu	5
Systèmes alimentaires prédominants en Afrique de l'Ouest	6
Climat et eau	7
Performance des systèmes alimentaires de l'Afrique de l'Ouest	7
Principaux points sensibles qui affectent la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest	9
Investir dans les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest: considérations clés.....	13
Zones agroécologiques.....	13
Enjeux structurels et interaction entre les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest	14
a. Systèmes alimentaires dans les pays du Sahel	14
b. Systèmes alimentaires dans les pays côtiers.....	14
c. Courroie de transmission entre le Sahel et les pays côtiers	15
Maturité des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest	15
Voies de transformation des systèmes alimentaires prioritaires pour les pays à chaque stade de maturité.....	16
Transformation des systèmes alimentaires et contribution du PAM	19
Définition des systèmes alimentaires.....	19
La transformation des systèmes alimentaires	19
Capacités et proposition de valeur du PAM pour l'Afrique de l'Ouest	20
Stratégie du PAM pour la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest	27
Théorie du changement	27
1. Réhabilitation et restauration des écosystèmes	27
2. Stratégie des greniers agricoles	28
3. Renforcement des capacités institutionnelles et de prestation de services	30
Des partenariats pour une mise en œuvre efficace	35
Amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires	37
1. Intégration du portefeuille du PAM	37
2. Système de protection sociale à deux volets.....	37
3. Autonomisation des femmes et des jeunes	37
4. Appropriation par l'État et participation du secteur privé	38
5. Plateformes pour la mise à l'échelle et l'intégration des systèmes.....	38
Modélisation et mise à l'échelle	39
Investissements initiaux	39
Mise à l'échelle	39
Résultats à portée de main	41
Mesurer la performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest	42
Questions d'orientation	42
Indicateurs	43
Note finale.....	45

Résumé exécutif

La transformation des systèmes alimentaires figure parmi les priorités de l'agenda mondial en raison de leur potentiel à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable d'ici à 2030. Les systèmes alimentaires sont complexes car ils impliquent de multiples acteurs aux intérêts variés et contradictoires. Ils impliquent également de nombreuses facettes des systèmes socio-économiques et environnementaux, des dynamiques de pouvoir asymétriques et des disparités entre les hommes et les femmes. Les systèmes alimentaires sont parmi les plus grands émetteurs de carbone, mais ils soutiennent de nombreux aspects de la vie humaine. Ils peuvent donc faire ou défaire la capacité de charge de la terre. Le PAM est l'une des organisations qui défendent la transformation des systèmes alimentaires pour les rendre plus résilients, plus inclusifs et plus sains. En novembre 2022, le PAM a élaboré son cadre mondial pour la transformation des systèmes alimentaires qui donne la priorité à cinq voies, notamment (1) protéger les systèmes alimentaires et la consommation alimentaire avant, pendant et immédiatement après les crises, (2) restaurer la base de ressources naturelles et soutenir la production alimentaire locale résistante au climat, (3) relier la production et les activités de la chaîne de valeur à la consommation alimentaire, (4) influencer les environnements alimentaires et la consommation de régimes alimentaires sains, et (5) soutenir un environnement propice aux systèmes alimentaires résilients.

Ce document montre comment le cadre global du PAM pour la transformation des systèmes alimentaires est adapté au contexte de la région de l'Afrique de l'Ouest. Cette région comprend 20 pays où le PAM opère, notamment la sous-région du Sahel (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad et Cabo Verde), le Golfe de Guinée (Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Ghana et Sao Tome et Principe), d'autres pays côtiers (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée

Conakry, Sierra Leone, Liberia, Nigeria), et deux pays de la région d'Afrique centrale (Cameroun et République centrafricaine). Les principaux problèmes auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires de cette région sont (1) les conflits qui perturbent les systèmes d'approvisionnement alimentaire, (2) les chocs économiques qui rendent les régimes alimentaires nutritifs inabordable, et (3) les chocs climatiques qui ont réduit la capacité de production en raison de la désertification, des sécheresses et des inondations.

Les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest transcendent quatre grandes zones agro-climatiques comprenant des parties du Sahara, du Sahel, du Soudano-guinéen (Savane) et du climat guinéo-congolais. Ces conditions physiques et climatiques influencent le type d'aliments consommés par plus de 500 millions de consommateurs vivant dans la région, la manière dont ils sont cultivés et le processus de préparation et d'élimination de ces aliments. Il existe deux types distincts de systèmes alimentaires dans cette région: (1) les systèmes alimentaires du Sahel qui dépendent de quelques cultures céréalières (sorgho et mil) et de l'élevage, et (2) les systèmes alimentaires côtiers dotés d'une grande capacité de production alimentaire mais confrontés à des problèmes de compétitivité et donc dépendants des importations facilitées par la présence de grands ports maritimes. La performance des systèmes alimentaires dans cette région n'a pas été optimale, car environ 10 % des habitants de l'Afrique de l'Ouest dépendent de l'aide humanitaire, plus de 57 % de la population n'a pas les moyens d'avoir un régime alimentaire nutritif et 1,8 million d'hectares de terres sont perdus chaque année à cause de la dégradation.

Les points d'entrée viables que le PAM peut utiliser pour contribuer à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest sont notamment:

1. Des ensembles intégrés de marchés publics institutionnels, une facilité mondiale de gestion des produits de base, l'ARC (macro-assurance) et d'autres instruments de micro-assurance afin de réduire les risques pour les petits producteurs et de les connecter aux marchés.
2. Associer les transferts en espèces à la réhabilitation des terres dégradées et aux technologies d'amélioration de la productivité pour accroître la production alimentaire, renforcer les moyens de subsistance et renforcer la résilience climatique.
3. Renforcer la capacité des entreprises de transformation des aliments à produire efficacement et à commercialiser de manière responsable des aliments sains et nutritifs à des prix abordables. Cela implique une efficacité opérationnelle accrue et des liens avec les systèmes de production primaire, y compris les petits exploitants agricoles et les éleveurs, ainsi qu'un meilleur accès au financement et aux technologies, la réduction des pertes post-récolte et le soutien à la diversification des capacités de production, de transformation et d'enrichissement des aliments.
4. Renforcer la capacité des gouvernements à renforcer le cadre réglementaire, les politiques de fortification et le système national et régional d'infrastructure de qualité, à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de qualité et de sécurité alimentaire qui encouragent la production et la consommation d'aliments sûrs et nutritifs.

La **combinaison innovante d'initiatives** d'approvisionnement alimentaire local, de la facilité mondiale de gestion des produits de base et des instruments de capacité de risque en Afrique utilisés pour les polices d'assurance souveraine (macro) contre les catastrophes et les mauvaises récoltes, ainsi que d'autres instruments de micro-assurance, pourrait débloquer des financements agricoles et réduire les risques liés aux investissements

dans les systèmes de production alimentaire des petits exploitants agricoles et des éleveurs. En plus de cette combinaison qui peut soutenir et encourager le développement de chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes et localisées, le PAM peut également tirer parti de ses transferts monétaires pour soutenir l'offre par la réhabilitation des terres dégradées afin d'augmenter la production de Nourriture et de fourrage dans les bassins versants réhabilités ainsi que la transformation des produits d'origine animale dans la région du Sahel et dans les parties septentrionales des pays du golfe de Guinée. L'efficacité de l'approvisionnement alimentaire du PAM et sa capacité en matière de qualité des aliments et de sécurité peut aider à construire des systèmes qui offrent un débouché fiable et rémunérateur pour les petits exploitants agricoles, réduire les pertes et rendre les aliments nutritifs abordables (grâce à des partenariats avec des entreprises de transformation des aliments pour produire des aliments sains et nutritifs et soutenir les systèmes de production). Les relations du PAM et la collaboration avec les gouvernements et le secteur privé, y compris un réseau de négociants en produits alimentaires, de petites et moyennes entreprises, de transformateurs, de transporteurs et de détaillants, peut être mise à profit pour plaider en faveur de réformes et de la mise en œuvre des politiques alimentaires. L'agenda politique sur lequel le PAM peut influencer comprend le développement et la mise en œuvre de normes de qualité et de sécurité des aliments (y compris l'harmonisation régionale et la reconnaissance mutuelle), ainsi que la réaffectation des subventions et d'autres investissements publics à la production et à la consommation d'aliments sûrs et nutritifs.

Ce document fournit aux bureaux de pays du PAM en Afrique de l'Ouest un cadre pour concevoir des initiatives visant à contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans chaque pays et dans la région. Chaque pays et chaque initiative régionale devra élaborer un plan de mise en œuvre adapté.

Aperçu

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies est la plus grande organisation d'aide humanitaire au monde. Il fournit une aide alimentaire et en espèces pour protéger et renforcer les systèmes de production sociale et améliorer la production, la transformation, la distribution, la capacité de consommation avant, pendant et après les crises alimentaires résultant de divers chocs et facteurs de stress. Pour remplir sa mission de sauver des vies et de changer des vies en veillant à ce que les hommes, les femmes, les jeunes, les enfants et les groupes défavorisés aient accès à des aliments suffisants, sûrs et nutritifs pendant les situations d'urgence et de travailler avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience, le PAM a adopté une approche axée sur les systèmes alimentaires. Pour appliquer l'optique des systèmes alimentaires dans l'ensemble de ses opérations, le PAM donne la priorité à la résilience et à l'inclusivité des systèmes alimentaires dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

Le PAM envisage une région de l'Afrique de l'Ouest résiliente, sûre sur le plan alimentaire et nutritionnel, avec des possibilités accrues d'emploi, de revenus, une réduction des niveaux de pauvreté et une moindre dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et les importations de denrées alimentaires.

L'objectif est de réduire le besoin d'aide humanitaire dans les communautés ciblées et d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité d'aliments sains et nutritifs dans la région. Pour ce faire, il faut par exemple réhabiliter et restaurer les écosystèmes afin d'améliorer la production alimentaire, en localisant l'approvisionnement alimentaire en offrant des débouchés aux petits exploitants agricoles

et réduire la dépendance à l'égard des importations, en renforçant la capacité des acteurs de la transformation des aliments à produire des produits alimentaires nutritifs, en améliorant les normes de sécurité alimentaire ainsi que les infrastructures matérielles et immatérielles qui facilitent la manipulation et le commerce des aliments.

Les politiques publiques et les investissements sont également un ingrédient important pour des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et sains. Le PAM travaille avec les institutions publiques et les entreprises du secteur privé afin d'améliorer l'infrastructure d'assurance de la qualité des aliments, y compris les politiques et les réglementations pour l'industrie alimentaire. Le PAM est également impliqué dans les efforts visant à améliorer les capacités des acteurs des systèmes alimentaires et les facilitateurs pour mettre en œuvre des normes de transformation, de fortification, de qualité et de sécurité des aliments et accéder à des marchés lucratifs, prévisibles et durables, en plus des marchés humanitaires et d'autres institutions.

De plus, l'urbanisation croissante crée des occasions de relier étroitement les producteurs d'aliments ruraux et les consommateurs urbains par le biais de réseaux de transport, de transformation et de vente au détail des aliments. Cependant, les poches d'insécurité, les sécheresses et les inondations plus fréquentes, les chocs économiques, y compris le surendettement, les tensions sur les taux de change et l'affaiblissement des monnaies, ainsi que les taux de chômage élevés ont tous dégradé la capacité et la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest et rendu les régimes alimentaires nutritifs inabordables (voir figure 1).

Figure 1: Dette publique, 2022; Taux de chômage des jeunes, 2021; Taux de change consultés le 25 avril 2023

RBD | Risques économiques en 2023

	Risque de surendettement	Dette publique (% PIB)	Taux de change (variation en % d'une année sur l'autre)	Taux d'emploi des jeunes (%)
Sao Tome and Principe	Surendettement	58	3	23
Sierra Leone	Risque élevé	99	-44	4
Ghana	Risque élevé	89	-38	7
Gambie	Risque élevé	84	-11	8
Guinée-Bissau	Risque élevé	80	3	5
RCA	Risque élevé	51	3	11
Tchad	Risque élevé	50	3	2
Cameroon	Risque élevé	46	3	7
Cabo Verde	Risque modéré	127	3	31
Sénégal	Risque modéré	75	3	5
Togo	Risque modéré	68	3	10
Cote d'Ivoire	Risque modéré	57	3	4
Liberia	Risque modéré	55	-8	3
Burkina Faso	Risque modéré	54	3	9
Mali	Risque modéré	53	3	4
Bénin	Risque modéré	52	3	4
Niger	Risque modéré	51	3	1
Guinea	Risque modéré	33	2	8
Mauritania	Risque modéré	Données indisponibles	6	22
Nigeria	Données indisponibles	38	-10	14

Source: OIT (Chômage des jeunes); FMI (Endettement); Économie du commerce (Taux de change); LIC DSA (Risque de surendettement) du FMI

Systemes alimentaires prédominants en Afrique de l'Ouest

Il existe cinq principaux systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest avec des interdépendances et diverses catégories de personnes exposées à des vulnérabilités différentes et sexospécifiques¹:

- (1) les systèmes alimentaires basés sur l'agropastoralisme qui soutiennent les moyens de subsistance de 17 à 25 millions de personnes,
- (2) les systèmes alimentaires mixtes à base de céréales et de légumineuses avec 32 millions de personnes,
- (3) les systèmes alimentaires basés sur la pêche qui soutiennent la vie de 32 millions de personnes,
- (4) les cultures intercalaires

(arboriculture tropicale et cultures vivrières) avec 30 million d'agriculteurs, (5) les systèmes alimentaires horti-riziculture avec 18 à 24 million de personnes.

Les systèmes alimentaires mentionnés ci-dessus devraient fournir aux populations des régimes alimentaires nutritifs abordables, des possibilités d'emploi, une augmentation des revenus, des moyens de sortir de la pauvreté et un écosystème doté d'une capacité de production régénératrice.

1 World Bank, 2021: <https://aicra.cgiar.org/publications/blueprint-strengthening-food-system-resilience-west-africa-regional-priority>

Climat et eau

Les effets de l'impact du **changement climatique** réduisent la capacité des systèmes alimentaires à fournir des aliments, des revenus et des opportunités d'emploi abordables, sûrs et nutritifs, et ils exacerbent la dégradation des terres en Afrique de l'Ouest. La fréquence des sécheresses et des inondations a augmenté et le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire est en augmentation.

Les eaux souterraines abondantes en Afrique de l'Ouest, y compris dans la région du Sahel offre l'occasion d'améliorer la capacité

d'approvisionnement alimentaire de la région.

L'amélioration de la disponibilité de l'eau agricole grâce à des systèmes de micro-irrigation utilisant les eaux souterraines avec des forages alimentés par l'énergie solaire peut stimuler la production alimentaire. Les barrages et les puits peuvent également permettre aux communautés pastorales de stabiliser leurs activités économiques et d'améliorer les possibilités d'éducation pour les enfants d'âge scolaire. En effet, l'eau est considérée comme l'un des accélérateurs du développement de la région.

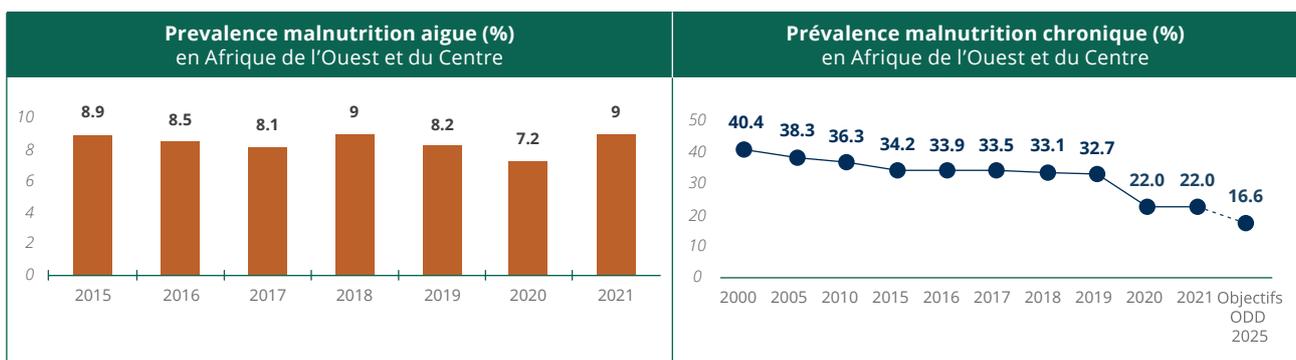
Performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

Les performances des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest ont été sous-optimales. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 1,8 million d'hectares sont perdus chaque année au Sahel à cause de la désertification, de la dégradation ou de la salinisation, au rythme de 40 à 150 000 hectares par pays². En Afrique de l'Ouest, on estime que 57 % des ménages n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine, tandis que 22 % n'ont pas les moyens de suivre un régime énergétique (résultats du PAM FNG, 2023) en raison d'une disponibilité limitée

d'aliments riches en nutriments, des défaillances et ruptures des chaînes d'approvisionnement alimentaire, des faiblesses de l'accès économique (liées au pouvoir d'achat), l'éloignement ou l'accès physique limité aux marchés alimentaires; l'augmentation des conflits dans la région.

La prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans, qui est d'environ 10 %, reste obstinément élevée dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. La prévalence des enfants souffrant d'un retard de croissance atteint également 22 % (voir figure 2).

Figure 2: UNICEF-OMS-Banque mondiale: Estimations conjointes de la malnutrition infantile - niveaux et tendances - édition 2021 - UNICEF

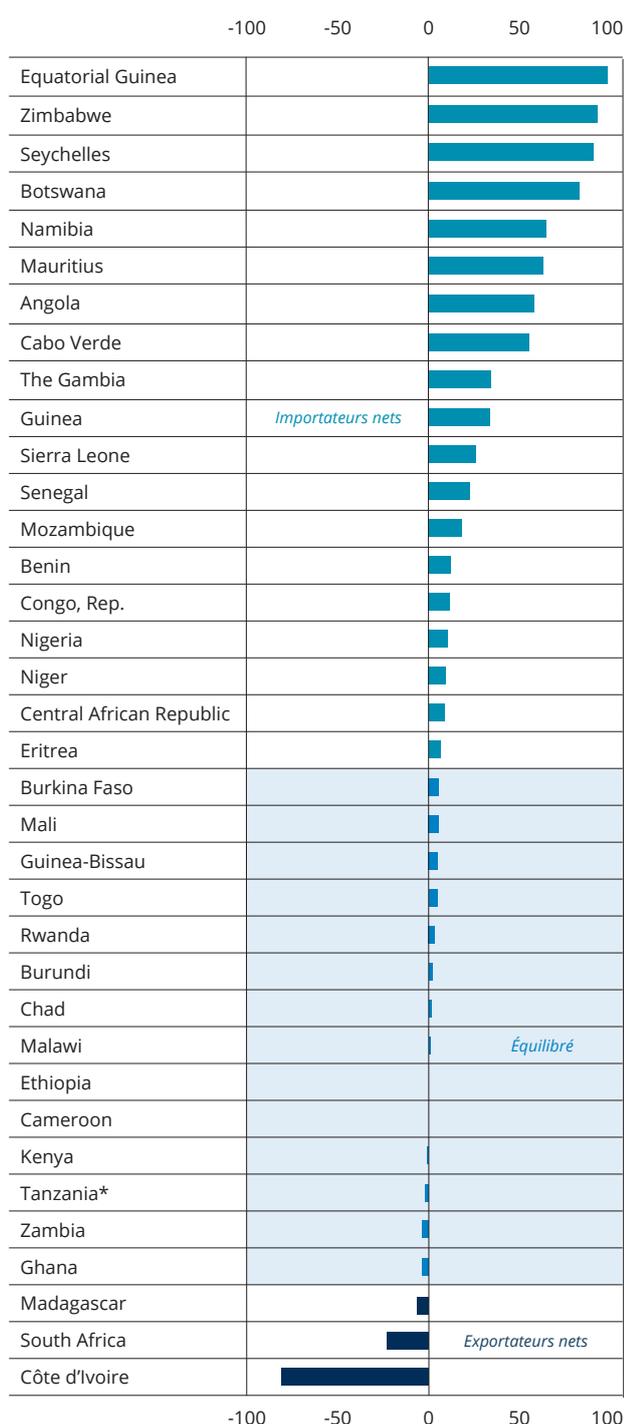


2 [FILM APGMV 2.mp4 - Google Drive](#)

Au niveau individuel, seulement 15 % des enfants et 27 % des femmes ont une alimentation équilibrée et nutritive en Afrique de l'Ouest.

En outre, 42,5 millions de personnes (environ 10 % de la population) dépendent de l'aide alimentaire dans cette région où les pertes

Tableau 1: Taux de dépendance à l'égard des importations alimentaires, 2020. **Source:** IMF - <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/087/2022/016/article-A001-en.xml#A001fig03>



après récolte atteignent 10 millions de tonnes de céréales, ce qui équivaut à 50 % des importations alimentaires nettes annuelles³.

Les femmes, et en particulier les jeunes, sont fortement désavantagées sur le marché du travail et le taux de chômage des jeunes oscille autour de 9,1 % en moyenne dans la région, et le taux de pauvreté général est supérieur à 30 % (au seuil de pauvreté de 1,90 USD)⁴.

Cette piètre performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest appelle à des actions et à des investissements qui changent la donne et qui peuvent améliorer les résultats attendus des systèmes alimentaires. L'investissement dans les systèmes alimentaires doit donner la priorité aux domaines de résultats suivants:

1. Moyens de subsistance économiques (revenus et emplois),
2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle (diversité, qualité et sécurité alimentaire, disponibilité, abordabilité et accès),
3. Environnement (durabilité et biodiversité).

L'amélioration de la performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest nécessitera de faire face et d'opérer dans un contexte de chocs locaux et mondiaux. Les chocs locaux en Afrique de l'Ouest comprennent les conflits armés au Sahel et leurs répercussions dans le golfe de Guinée, les chocs climatiques et la dégradation des terres qui réduisent les terres arables disponibles pour la production alimentaire et fourragère, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire dues à l'insécurité et les dérogations politiques qui empêchent la circulation des produits et services alimentaires (interdictions d'exportation et absence de grades et de normes mutuellement reconnus, inefficacité des procédures frontalières et des points de contrôle). Les chocs mondiaux

³ Cadre harmonisé, 2023

⁴ <https://blogs.worldbank.org/opendata/april-2022-global-poverty-update-world-bank>

qui affectent le système d'approvisionnement alimentaire de l'Afrique de l'Ouest comprennent l'affaiblissement du pouvoir d'achat en raison de la dépréciation de la monnaie dans les pays qui dépendent des importations de denrées alimentaires, d'engrais et de carburants et des sanctions et conflits internationaux, ainsi que le fardeau de la dette (ratio dette/PIB élevé) qui limite l'accès au capital d'investissement

nécessaire pour les chaînes d'approvisionnement alimentaire et les systèmes de soutien, y compris les infrastructures matérielles et immatérielles⁵. Les restrictions au commerce des produits alimentaires et les barrières non tarifaires dans la région peuvent également affecter les performances du système alimentaire de l'Afrique de l'Ouest.

Principaux points sensibles qui affectent la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

1. Dépendance à l'égard des importations en raison de la disponibilité limitée et du coût élevé des produits alimentaires produits localement: on estime que la région de l'Afrique de l'Ouest importe plus de 22 millions de tonnes (T) de céréales par an (voir tableau 2).

Tableau 2: Bilan alimentaire de la CEDEAO, 2022/2023. **Source:** AGRHYMET, 2023

	Riz	Blé	Autres céréales (mil, sorgho, maïs, fonio)	Total
Offre/Disponibilité	17,164,732	995,202	48,792,639	66,952,573
Production brute 2022/2023	22,299,800	144,729	54,786,715	77,231
Production disponible	14,219,366	125,168	45,805,885	60,150,419 *
Stocks d'ouverture (au 01/11/2022)	3,434,281	870,033	2,986,754	7,291,068
• Stocks bord champ	105,814	77	537,806	643,697
• Autres stocks	3,177,033	869,956	2,136,783	6,183,772
Besoins	25,399,722	9,839,971	42,283,058	77,522,751
Consommation humaine	21,974,718	9,031,934	39,136,508	70,143,160
Stocks finaux (au 31/10/2023)	3,425,004	808,037	3,146,550	7,379,591
• Stocks bord champ	2,938,398	770,685	3,028,202	6,737,285
• Autres stocks	586,606	42,352	119,348	748,306
Surplus brut/ Déficit	-8,234,990	-8,844,769	6,509,581	-10,570,178
Balance import/export	10,406,684	9,857,955	876,331	21,140,970
Importations commerciales (2022/2023)	10,549,640	10,267,455	1,284,961	22,102,056
• Commerçants privés	9,195,863	10,091,410	874,647	20,161,920
• Autres importations	1,347,777	176,045	410,314	1,934,136
Importations d'aide alimentaire	6,000			6,000
Exportations prévues	142,956	409,500	408,630	961,086
Surplus net/ Déficit	2,171,694	1,013,185	7,385,912	10,570,791

5 <https://www.ifpri.org/blog/west-africa-faces-mixed-food-security-impacts-russia-ukraine-conflict>

Les faibles niveaux de production et les pertes post-récolte élevées exacerbent également la dépendance à l'égard des importations. Avant la pandémie de COVID-19, seuls la Côte d'Ivoire et le Ghana (parmi les pays d'Afrique de l'Ouest) étaient des exportateurs nets de produits alimentaires. Les autres pays ont toujours été importateurs nets de denrées alimentaires et l'ensemble de la région est en situation de déficit. Les systèmes limités de mécanisation et d'irrigation sont également des facteurs limitants dans une région où les eaux souterraines et l'énergie solaire sont disponibles en abondance.

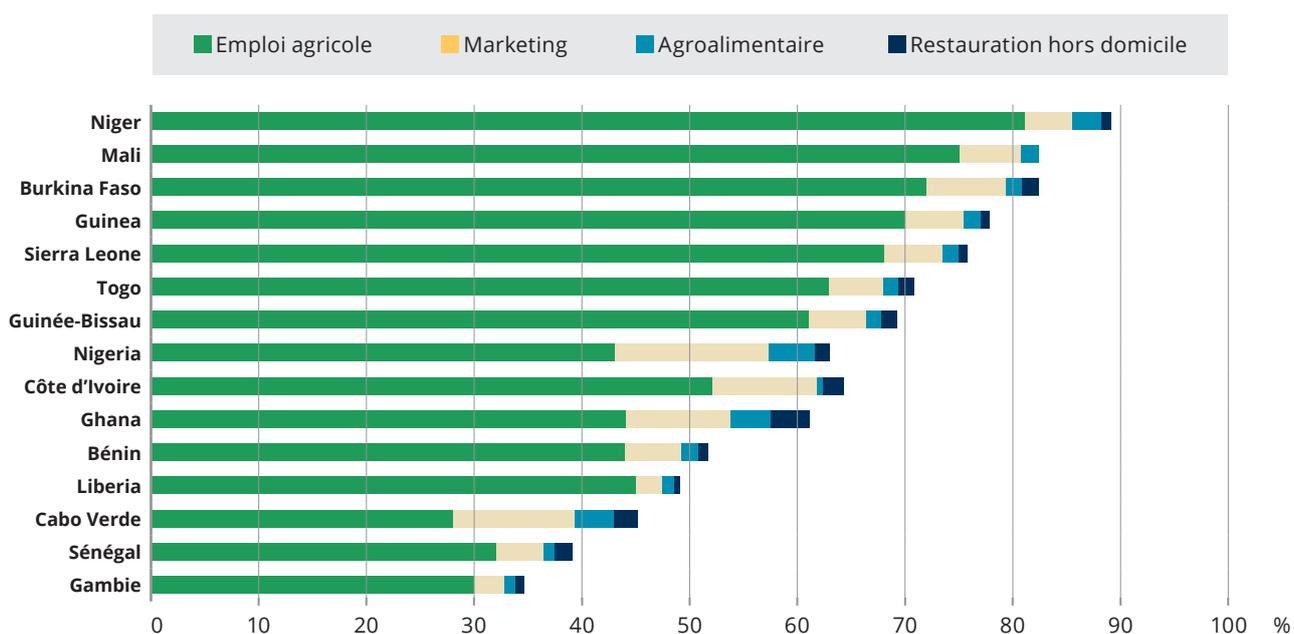
2. Infrastructures matérielles et immatérielles insuffisantes: avec une population urbaine croissante, les chaînes d'approvisionnement alimentaire en Afrique de l'Ouest reposent sur les routes et les réseaux ferroviaires qui relient les centres ruraux de production alimentaire aux points de consommation dans les zones urbaines. Outre les réseaux routiers et ferroviaires, les installations de stockage et de transformation des aliments, les systèmes d'information et d'assurance de la qualité

des aliments ainsi que les mécanismes de détermination des prix sont mis en place. Il est essentiel d'acheminer les aliments vers les marchés et de fournir des informations de marché adéquates aux producteurs pour les processus de prise de décision en matière de production (quoi cultiver, quand le cultiver, en quelle quantité et à quel coût).

3. Accès insuffisant aux capitaux (financement agricole) et à l'amélioration des technologies: l'économie alimentaire de l'Afrique de l'Ouest représente 260 milliards de dollars, soit 35% du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique de l'Ouest. Il représente également 66 % de l'emploi total de la région. En fait, la part des femmes dans l'emploi agroalimentaire est estimée à 70 % dans le commerce alimentaire, 80 % dans la transformation des aliments et 90 % dans la vente de nourriture de rue. Toutefois les flux financiers vers le secteur agroalimentaire en termes de prêts et d'investissements ont été inférieurs aux attentes compte tenu de sa contribution au PIB et à l'emploi.

Figure 3: L'emploi dans les systèmes alimentaires. Source: OCDE, 2022

Contribution de l'économie alimentaire en Afrique de l'Ouest à l'emploi total, 2018

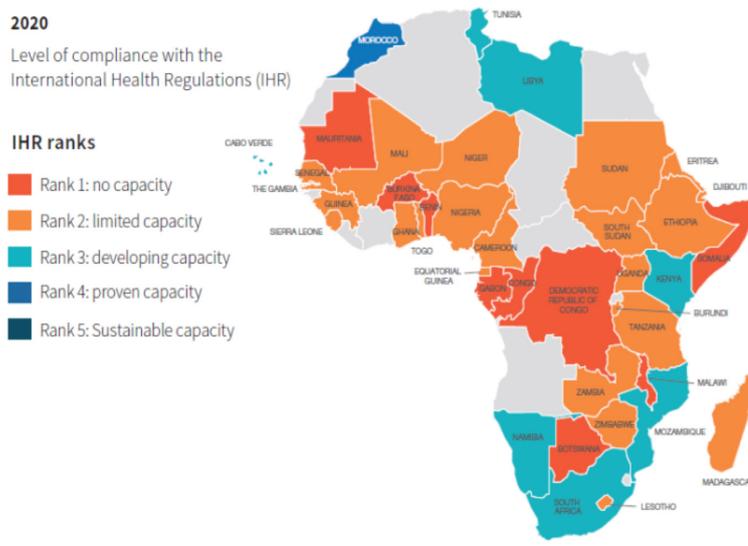


L'accès accru au financement, la mécanisation et la numérisation ont le potentiel d'attirer les jeunes vers l'industrie agroalimentaire et de réduire la pénibilité des activités des femmes qui dominent les activités de post-production.

4. Capacité limitée de transformation des aliments et pannes le long des principales chaînes de valeur alimentaires, y compris les systèmes d'agrégation sous-optimaux, les droits de douane et les barrières non tarifaires: on estime que les barrières non tarifaires augmentent le prix des produits alimentaires finaux de 15 à 30 % (OCDE, 2022)⁶. Les inefficacités des chaînes alimentaires sont également exacerbées par l'insuffisance des investissements dans les installations de stockage et de transformation. Comme le montre la carte 1, la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont des capacités limitées ou inexistantes en termes de sécurité alimentaire. Cette situation est inacceptable dans une région où la prévalence du retard de croissance est estimée à 30,9 % (supérieur à la moyenne mondiale de 22 %)⁷.
5. La dégradation des écosystèmes au Sahel et dans les pays côtiers est également un problème majeur qui limite la performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest. La capacité de production agricole et animale est limitée par la disponibilité et l'accès limités aux terres productives. Les inondations et les sécheresses fréquentes exacerbent également les pertes de production et la dégénérescence des capacités productives de la région de l'Afrique de l'Ouest.

Carte 1: Capacité en sécurité sanitaire des aliments en Afrique.

Source: WHO, 2020



Source: WHO (2020) and Jaffee et al., (2020); Map: © SWAC/OECD, adapted from Jaffee et al. (2020).

6. Remettre en question la gouvernance des systèmes alimentaires régionaux: la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est la principale structure de gouvernance régionale qui coordonne les efforts régionaux en matière de système agroalimentaire. Le ministère des Affaires économiques et de l'Agriculture s'est efforcé de rallier les États membres autour d'un programme commun pour l'alimentation et l'agriculture. Cela se fait par l'intermédiaire de sa Direction de l'agriculture et du développement rural et d'agences spécialisées telles que l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (RAAF) et d'autres entités sous-régionales telles que le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS). Cependant, il y a encore de nombreux problèmes qui n'ont pas encore été résolus. Parmi les facteurs critiques, citons l'absence de catégories et de normes harmonisées et mutuellement reconnues pour les produits de qualité alimentaire et de mécanismes régionaux

⁶ <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/e68c02a0-en/index.html?itemId=/content/component/e68c02a0-en#sect-105>

⁷ [Global Nutrition Report | Country Nutrition Profiles - Global Nutrition Report](#)

efficaces de réserves alimentaires pour une région qui est constamment confrontée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Seulement 9 pays sur 15 pays de la CEDEAO plus le Tchad et la Mauritanie détiennent des réserves alimentaires dans le cadre de leurs plans d'intervention d'urgence. Il s'agit notamment du Togo, Niger, Tchad, Mali, Cap-Vert, Ghana, Mauritanie, Nigeria et Burkina Faso. D'autres pays, en particulier les pays côtiers, n'ont pas mis en place de mécanismes leur permettant de répondre aux crises alimentaires. Les efforts visant à mettre en place un mécanisme régional de réserves alimentaires progressent lentement sous les auspices de la CEDEAO et du Réseau des Sociétés ou Offices chargés de la Gestion des Stocks nationaux de sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RESOGEST). En ce qui concerne la région de l'Afrique centrale, le Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest (PAM RBD) couvre la République centrafricaine, le Cameroun et le Tchad qui sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Cette région n'a pas fait de progrès significatifs dans la transformation de ses systèmes alimentaires et l'engagement du PAM avec la CEEAC doit s'intensifier. Les récents partenariats de financement entre la Banque mondiale, les gouvernements du Cameroun, du Tchad et de la République

centrafricaine et le PAM pour améliorer la résilience des communautés (à la fois les camps de réfugiés et les communautés d'accueil) constituent une occasion en or d'améliorer activement la résilience des communautés de réfugiés dans les efforts subséquents visant à transformer les systèmes alimentaires dans la région de la CEEAC.

En résumé, un ensemble d'obstacles à la mise en place de systèmes alimentaires sains, inclusifs et résilients en Afrique de l'Ouest sont liés à une capacité d'approvisionnement alimentaire limitée et à la faiblesse des mécanismes de gouvernance des systèmes alimentaires. Ces obstacles se traduisent par un coût élevé des aliments en raison d'une infrastructure de production alimentaire limitée et d'une valeur ajoutée limitée. L'accès limité à des services clés tels que la mécanisation et la numérisation limite également la capacité des systèmes alimentaires à fournir des régimes alimentaires nutritifs aux consommateurs d'Afrique de l'Ouest de manière abordable. Parmi les autres facteurs limitatifs, citons le manque d'accès au crédit en raison de systèmes bancaires rigides et de taux d'intérêt extrêmement élevés, la qualité et les normes alimentaires inadéquates, et le commerce limité des denrées alimentaires dans la région, souvent en raison des droits de douane et des barrières non tarifaires.

Investir dans les systèmes alimentaires de l'Afrique de l'Ouest: considérations clés

Zones agroécologiques

La priorisation des investissements doit suivre les opportunités dans les principales zones agroécologiques et les problèmes structurels ainsi que la maturité des systèmes agroalimentaires. Les pays du Sahel pourraient avoir besoin d'investissements dans des systèmes de production primaire qui tirent parti de la disponibilité des eaux souterraines et de l'énergie solaire, tandis que les pays côtiers pourraient avoir besoin de plus d'investissements dans les systèmes de post-production pour réduire les pertes post-récolte, prolonger la durée de conservation des produits alimentaires et mettre en place des réseaux de distribution et de vente au détail efficaces. Cependant, certaines parties des pays côtiers, en particulier les régions septentrionales des

pays du golfe de Guinée, peuvent avoir besoin des mêmes investissements que la région du Sahel en raison de similitudes physiques et écologiques.

Les systèmes alimentaires d'Afrique de l'Ouest se caractérisent par leur forte hétérogénéité spatiale et leur contexte en évolution rapide⁸. Les pays d'Afrique de l'Ouest transcendent diverses zones agro-écologiques, notamment (voir tableau 3):

1. aride avec une durée de saison agricole inférieure à 70 jours (LGP),
2. semi-aride (70 à 180 jours LGP),
3. subhumide (180 à 270 jours LGP) et
4. humide (plus de 270 jours LGP).

Tableau 3: Principales zones agro-écologiques d'Afrique de l'Ouest.

Source: FAO: https://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/13290/1/GAEZ_Model_Documentation.pdf

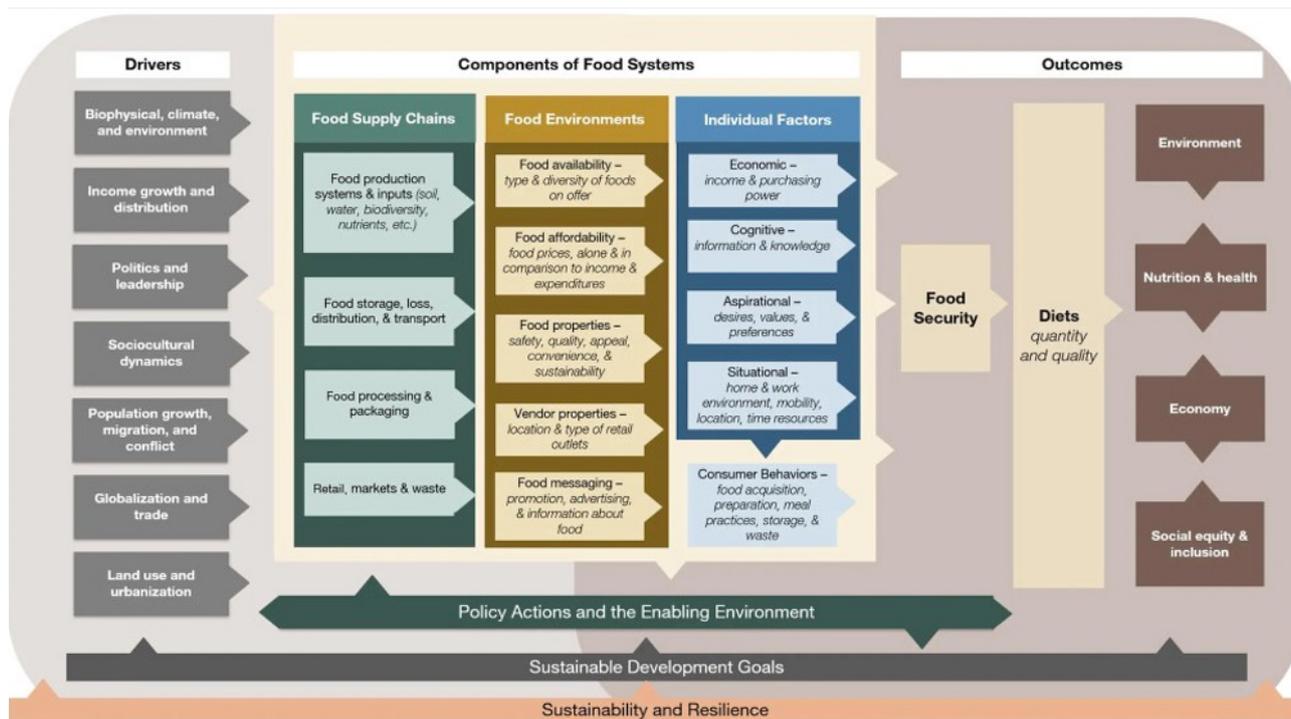
Zones agro-écologiques	Pays	Durée de la période de croissance (LGP)	Principaux produits alimentaires
Aride & semi-aride	Mali, Niger, Tchad, Mauritanie, Burkina Faso, Capo Verde, une partie du Sénégal and le nord du Nigeria	75 - 180 jours	Elevage, mil, sorgho, manioc, maïs
Sub-humide	Parties du Burkina Faso et Nigeria	180 - 270 jours	Elevage, maïs, riz
Humide	Ghana, Liberia, Sierra Leone, Nigeria, Cote d'Ivoire, Togo, Benin, Guinée, Cameroun, République centrafricaines	270 - 365 jours	Riz, maïs, sorgho, tubercules (manioc et igname), niébé

⁸ https://www.oecd.org/swac/maps/Food-systems-Sahel-West-Africa-2021_EN.pdf

Les zones écologiques déterminent le potentiel de la production primaire agricole, tandis que la maturité des systèmes alimentaires reflète l'état d'autres sous-systèmes d'approvisionnement alimentaire tels que le stockage des aliments, les infrastructures de distribution et les réseaux de

vente au détail, la transformation et l'emballage, les conditions de l'environnement tels que la qualité et la sécurité des aliments, l'accès économique et physique aux aliments, ainsi que la sophistication et les choix des consommateurs (voir figure 4).

Figure 4: Composants clés des systèmes alimentaires. Source: Cadre de la FSCI - FSCI (foodcountdown.org)



Enjeux structurels et interaction entre les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

a. Systèmes alimentaires dans les pays du Sahel : chocs climatiques et accès limité aux terres arables et à d'autres intrants essentiels tels que l'eau, faible taux de fertilité et semences adaptées à l'agroécologie sahéenne. La fragilité du système alimentaire sahéen est également exacerbée par les conflits armés actifs et les types limités de cultures. La prédominance du sorgho et du mil dans l'alimentation sahéenne nécessite une attention particulière à la gestion des céréales après récolte. Les longues périodes

de sécheresse et les pluies abondantes mais courtes nécessitent des pratiques et des technologies spécifiques de gestion agropastorale des terres.

b. Systèmes alimentaires dans les pays côtiers : dépendance à l'égard des importations et compétitivité limitée des systèmes de production, de transformation et de distribution des aliments. La dépendance à l'égard des longues chaînes d'approvisionnement (affectées par les chocs

et les facteurs de stress internationaux) a augmenté le coût des aliments. Ainsi l'accès à une alimentation saine n'est plus abordable. La forte proportion de tubercules, de maïs et de riz dans le panier alimentaire nécessite également une attention particulière compte tenu des pertes post-récolte. Les pays côtiers sont également caractérisés par une dichotomie entre le nord et le sud, avec des tendances démographiques différentes et d'autres traits socio-économiques.

- c. Courroie de transmission entre le Sahel et les pays côtiers:** l'interaction entre ces deux systèmes alimentaires à travers les migrations et la main-d'œuvre ainsi que les similitudes démographiques conduisent à un ensemble d'enjeux et d'opportunités pour transformer leurs systèmes alimentaires dans le cadre de l'agroécologie soudano-

guinéenne. Étant donné que l'insécurité et la dégradation des terres qui affectent les pays sahéliens ont un effet d'entraînement dans les pays côtiers, il est important de protéger les systèmes alimentaires côtiers et de renforcer leur capacité à résister aux chocs et aux facteurs de stress, notamment le changement climatique, les conflits et les chocs internationaux tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix des denrées alimentaires. L'amélioration et l'efficacité du commerce alimentaire le long des principaux corridors reliant les centres de production (agropoles), l'accès au capital (investissement et fonds de roulement) et la simplification des régimes commerciaux peuvent améliorer la fonctionnalité des marchés alimentaires et résoudre le problème de la surabondance et de la pénurie.

Maturité des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

La maturation des systèmes alimentaires est évaluée à l'aide de paramètres tels que la capacité de production alimentaire, la valeur ajoutée, la diversification et les niveaux de sophistication des consommateurs. Pour simplifier la classification, le Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest a subdivisé les systèmes alimentaires en trois catégories (voir figure 5):

- 1. Naissants:** systèmes alimentaires qui dépendent de quelques cultures de base avec des stocks alimentaires déficitaires importants, ce qui entraîne une dépendance croissante à l'égard de l'aide alimentaire.

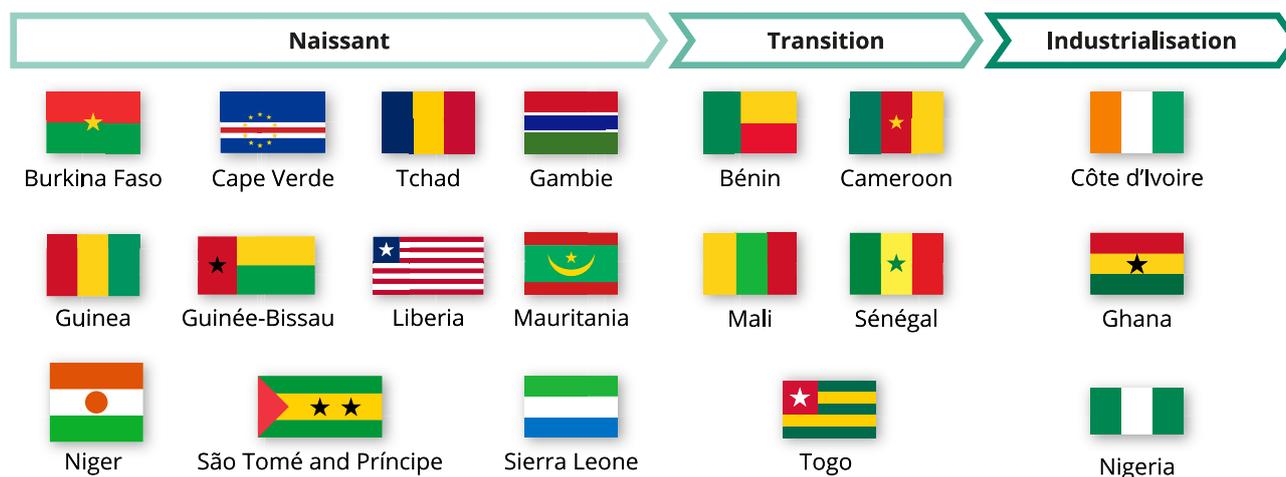
- 2. Transition:** systèmes alimentaires qui passent de la production primaire à la valeur ajoutée.

- 3. Industrialisation:** systèmes alimentaires avec production excédentaire et augmentation des investissements privés et publics dans les systèmes de post-production. Les consommateurs de ces systèmes alimentaires atteignent des niveaux de sophistication suffisants lorsqu'ils commencent à prendre en compte la valeur nutritionnelle des aliments qu'ils consomment.

La maturité du système agroalimentaire se reflète dans la capacité de production alimentaire, la valeur ajoutée, la diversification et les niveaux de sophistication des consommateurs

Figure 5: Maturité des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

Stade de maturité des systèmes agroalimentaires dans les pays d'Afrique de l'Ouest



Note: Cette typologie reflète les stades globaux des systèmes alimentaires au niveau national. Les zones géographiques infranationales, telles que les parties septentrionales des pays côtiers, peuvent appartenir à différentes catégories.

La maturité des systèmes alimentaires détermine le type d'investissements nécessaires pour les renforcer et passer à l'étape suivante du continuum de maturité. De 2017 à 2022, les systèmes alimentaires en voie d'industrialisation

(Nigeria, Ghana et Côte d'Ivoire) ont attiré 71 % des investissements directs étrangers dans des projets nouveaux, tandis que les 12 autres pays de la CEDEAO ont bénéficié des 29 % restants (OCDE, 2023).

Voies de transformation des systèmes alimentaires prioritaires pour les pays à chaque stade de maturité

Phase d'industrialisation: Les pays d'Afrique de l'Ouest dont les systèmes alimentaires sont en voie d'industrialisation ont donné la priorité aux voies de transformation des systèmes alimentaires suivantes:

1. Des parcs agro-industriels (clusters agro-industriels) reliés à des agropoles (clusters de production) pour stimuler la production alimentaire et ajouter de la valeur afin d'atteindre la souveraineté alimentaire et la résilience des chaînes d'approvisionnement

alimentaire. Les investissements dans ces domaines sont motivés par l'objectif de réduire la dépendance à l'égard des importations alimentaires et d'éviter les efforts de perturbation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire internationale.

2. Normes de salubrité des aliments et directives diététiques: faciliter et faire respecter l'adoption de normes de qualité et de salubrité des aliments par les acteurs alimentaires, y compris les vendeurs ambulants, les transformateurs, les commerçants et les producteurs. Il s'agit notamment d'une éducation nutritionnelle et d'un ensemble de politiques qui encouragent la production et la consommation d'aliments sûrs et nutritifs, soutenus par un profilage nutritionnel clair avec un étiquetage et une certification des aliments véridiques.

Phase de transition: les pays qui sortent du déficit alimentaire se concentrent de plus en plus sur la diversification des cultures tout en améliorant la productivité des terres et de la main-d'œuvre. Les principales voies d'accès qui sont généralement priorisées sont les suivantes:

1. Mécanisation et numérisation des chaînes d'approvisionnement alimentaire,
2. Accroître l'adoption d'intrants améliorés et la diversification en s'éloignant des produits de base,
3. La transformation des aliments et des marchés comme moyen de soutenir la demande qui incite à augmenter la production et à réduire les pertes post-récolte.

Stade naissant: les systèmes alimentaires en phase naissante sont toujours aux prises avec des problèmes de disponibilité alimentaire et

les thèmes communs dans leurs parcours de transformation sont les suivants:

1. L'intensification de l'agriculture en mettant l'accent sur l'adoption de semences et d'engrais améliorés ainsi que sur de bonnes pratiques agronomiques, et
2. Relier les systèmes de production des petits exploitants aux marchés structurés.

En juillet 2023, le Secrétaire général des Nations Unies a publié un rapport intitulé « Faire en sorte que les systèmes alimentaires fonctionnent pour les populations et la planète: Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +2 ». Le rapport indique que les trajectoires des pays semblent varier en fonction du niveau de revenu. Les voies de transformation des systèmes alimentaires dans les pays à revenu élevé se concentrent sur la promotion d'une alimentation saine, tandis que celles des pays à faible revenu se concentrent sur la réduction de la faim et de la malnutrition⁹.

En janvier 2023, l'Union africaine et la Banque africaine de développement ont organisé un sommet à Dakar pour accroître les investissements dans le secteur agricole. Sous le thème «Nourrir l'Afrique: souveraineté alimentaire et résilience», le sommet de Dakar 2 a été l'occasion pour les pays africains de présenter leurs pactes de mise en œuvre avec des plans d'investissement détaillés pour les chaînes de valeur agricoles stratégiques¹⁰. Bien que ces pactes se soient concentrés sur les cultures de base, la plupart des pays ont également élaboré des voies de transformation des systèmes alimentaires d'une portée plus complète et impliquant de multiples parties prenantes¹¹. Ces voies sont regroupées dans les 5 pistes d'action suivantes:

⁹ unfss2-secretary-general-report.pdf (unfoodsystemshub.org)

¹⁰ <https://www.afdb.org/en/dakar-2-summit-feed-africa-food-sovereignty-and-resilience/compacts>

¹¹ [National Pathways Analysis Dashboard | UN Food Systems Coordination Hub](#) (unfoodsystemshub.org)

1. Assurer l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs,
2. Passer à des modes de consommation durables,
3. Stimuler la production respectueuse de la nature,
4. Promouvoir des moyens de subsistance équitables,
5. Renforcer la résilience face à la vulnérabilité, aux chocs et aux stress.

L'analyse de l'ensemble des parcours proposés pour chaque pays est accessible ici: [National Pathways Analysis Dashboard | UN Food Systems Coordination Hub \(unfoodsystemshub.org\)](https://unfoodsystemshub.org)

Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, le Nigeria, le Ghana, le Tchad, le Burkina Faso et le Togo ont développé plus de thèmes pour les 5 pistes d'action que les autres pays de la région (voir carte 2).

Carte 2: Thèmes abordés dans les parcours des systèmes alimentaires nationaux



Transformation des systèmes alimentaires et contribution du PAM

Définition des systèmes alimentaires: les systèmes alimentaires désignent l'ensemble des acteurs et leurs activités interdépendantes à valeur ajoutée impliqués dans la production, l'agrégation, la transformation, la distribution (stockage, vente en gros, au détail, transport), la consommation et l'élimination des produits alimentaires; les liens avec les environnements économiques, sociétaux et naturels plus larges dans lesquels les systèmes alimentaires fonctionnent. Comme indiqué dans la figure 7, les systèmes alimentaires comprennent le système d'approvisionnement alimentaire, le système environnemental, les systèmes de santé, et socio-économiques (FAO, 2014)¹².

La transformation des systèmes alimentaires fait référence à des changements fondamentaux dans les types de produits et de services alimentaires disponibles, la façon dont les aliments sont produits, transformés, transportés, commercialisés, consommés et éliminés. Les efforts de transformation des systèmes alimentaires se concentrent sur la mise à disposition d'aliments sains et nutritifs pour tous, accessibles et abordables à tout moment, dans des limites définies,

en promouvant des pratiques qui nuisent le moins ou pas du tout à l'environnement et à la cohésion sociale pendant les processus de production et de post-production.

La transformation des systèmes alimentaires vise également à créer des opportunités d'emploi, à augmenter les revenus et à réduire les niveaux de pauvreté. contribution to the transformation of food systems in the Western African region. Le cadre ci-dessous montre les principaux domaines que le PAM et ses partenaires prioriseront dans leurs efforts pour renforcer l'offre et la demande d'aliments sûrs et nutritifs (voir figure 6). La plupart de ces domaines sont également pris en compte dans les domaines de performance existants du PAM en matière d'appui aux marchés agricoles pour les petits exploitants agricoles (SAMS)¹³. Contribuer à l'objectif de réduction de la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et des importations alimentaires reste l'étoile polaire qui guidera les efforts du PAM et sa contribution à la transformation des systèmes alimentaires dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

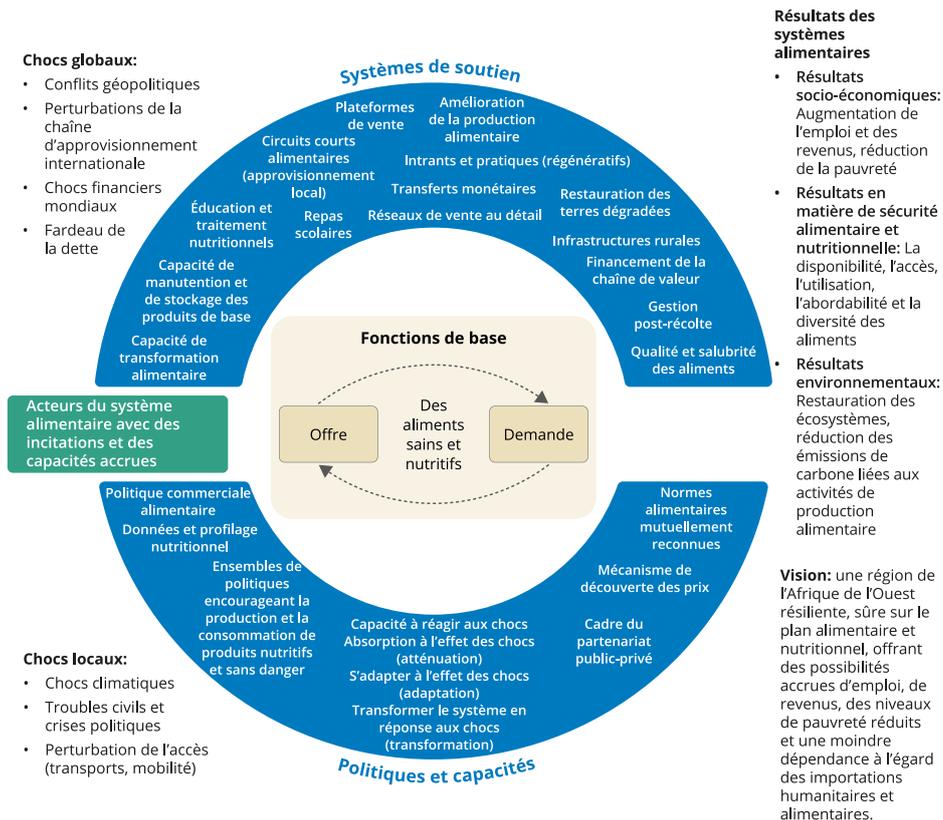
¹² <https://www.fao.org/3/ca2079en/CA2079EN.pdf>

¹³ docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000141322/download/

Figure 6:

Cadre pour la contribution du PAM à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

(adapté du Cadre de développement des systèmes de marché)



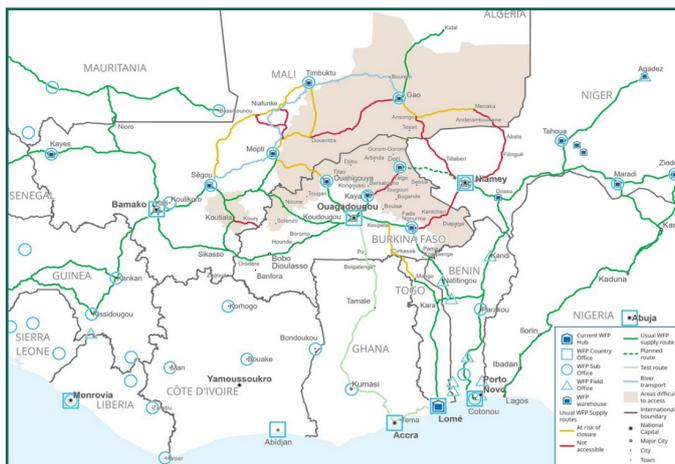
Capacités et proposition de valeur du PAM pour l'Afrique de l'Ouest

Le PAM est particulièrement bien placé pour contribuer efficacement à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest. Pour remplir sa mission qui consiste à veiller à ce que les personnes touchées par des catastrophes d'origine naturelles et humaines aient accès à des aliments nutritifs abordables et sûrs, et à devenir résilientes face aux chocs et aux facteurs de stress, le PAM a développé des capacités qui couvrent l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires et des fonctions de soutien au système alimentaire. Ces capacités constituent des leviers sur lesquels la région de l'Afrique de l'Ouest peut s'appuyer pour transformer ses systèmes alimentaires.

L'empreinte du PAM en Afrique de l'Ouest s'accroît le long des principales et secondaires voies d'approvisionnement alimentaire reliant les différents hubs logistiques, les bureaux extérieurs, les entrepôts et les corridors

commerciaux, les centres de population ruraux et urbains ainsi que les grandes villes d'Afrique de l'Ouest (voir carte 3). Le PAM est également étroitement lié aux communautés locales, aux autorités locales et aux opérateurs du secteur privé, notamment les transformateurs alimentaires, les commerçants, les transporteurs et les détaillants. Le PAM exploite actuellement sept centres logistiques et 190 entrepôts le long des principales routes du commerce alimentaire en Afrique de l'Ouest. Le PAM travaille également avec 523 transporteurs et des dizaines d'entreprises qui possèdent des installations de transformation alimentaire au Nigeria, au Ghana, au Burkina Faso, au Niger, en Guinée, en République centrafricaine, en Mauritanie et au Mali. Le PAM fournit une assistance technique pour permettre à ces entreprises de respecter les normes de qualité et de sécurité des aliments et de développer et commercialiser des produits alimentaires nutritifs.

Carte 3: Présence du PAM en Afrique de l'Ouest



- 7 hubs logistiques (portuaires et terrestres)
- 190 entrepôts le long des principales routes du commerce alimentaire en Afrique de l'Ouest
- 523 transporteurs
- 24 entreprises agroalimentaires

Cette présence permet au PAM de répondre rapidement aux situations d'urgence et d'aider de nombreuses communautés à renforcer leur résilience face à divers chocs et facteurs de stress.

Transferts de vivres et d'argent: En Afrique de l'Ouest, le PAM répond aux situations d'urgence en utilisant l'aide alimentaire et les transferts monétaires. On estime que le PAM dépense en moyenne plus de 600 millions de dollars par an pour fournir une aide d'urgence aux familles touchées par des catastrophes naturelles et d'origine humaine en Afrique de l'Ouest.

Cette demande humanitaire peut être mise à profit pour encourager l'augmentation de la production locale et le développement de la chaîne de valeur pour des aliments nutritifs et de qualité. Même si cette demande est volatile et dépend des crises alimentaires, les instruments du PAM tels que le Mécanisme mondial de gestion des produits de base (GCMF) et la Politique d'approvisionnement alimentaire local et régional (LRFPP) consolident la demande à grande échelle et offrent aux négociants, aux transformateurs, aux transporteurs et aux producteurs alimentaires une visibilité à moyen terme (3 à 5 ans) et une demande garantie.

Fourniture de services logistiques: Pour répondre aux crises alimentaires fréquentes, les gouvernements, les institutions financières et d'autres fournisseurs de capitaux tirent de plus en plus parti des capacités logistiques et de l'expertise du PAM. Le PAM fournit des services aux réserves stratégiques de céréales en Afrique de l'Ouest pour améliorer les capacités d'exploitation et de planification des réserves alimentaires gérées par les gouvernements. En outre, lorsque la crise des engrais a frappé, les gouvernements et d'autres partenaires se sont tournés vers le PAM pour renforcer les systèmes de livraison jusqu'au dernier kilomètre et veiller à ce que les agriculteurs des zones rurales et reculées aient accès à des engrais pour leur permettre de semer à temps. Cela fait une différence dans les zones où les agriculteurs ont une courte fenêtre de précipitations. L'infrastructure de données du PAM est utilisée pour une planification précise et axée sur la demande d'intrants agricoles, le PAM fournit également des services d'optimisation de la chaîne d'approvisionnement pour les programmes d'alimentation scolaire dans des pays tels que le Bénin. Les programmes d'alimentation scolaire sont une composante importante des systèmes de protection sociale et ont le potentiel d'accélérer la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

Financement mixte et assistance technique à l'industrie alimentaire: Le PAM a renforcé la capacité des entreprises du secteur privé à produire des aliments nutritifs spéciaux, y compris des aliments complémentaires à base de lipides, des super céréales et d'autres farines mélangées enrichies. Le PAM soutient 24 entreprises de transformation alimentaire dans 8 pays, dont le Ghana, le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et la Mauritanie. Le PAM a fourni à ces entreprises des investissements minimes mais catalyseurs qui leur ont permis d'attirer d'autres sources de capitaux, notamment des prêts bancaires, des fonds de capital-investissement et des subventions.

Développer des systèmes: Le PAM a également travaillé avec les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments pour renforcer leurs capacités de planification et de mise en œuvre. Le soutien comprend l'élaboration de normes de salubrité des aliments, l'installation de laboratoires alimentaires et la formation de technologues alimentaires. De plus, le PAM a mis en place l'Africa Capacity Risk Replica qui permet aux gouvernements africains de souscrire une police d'assurance souveraine contre les incidences de mauvaises récoltes. Le PAM travaille également avec les parties prenantes pour permettre aux agriculteurs et aux éleveurs d'avoir accès à la micro-assurance pour leurs cultures et leur bétail.

Renseignements sur le marché et production de données probantes: le PAM est stratégiquement positionné pour fournir des informations essentielles sur le marché (données sur les prix, combler les lacunes en matière de nutriments, bilans alimentaires qui incluent les produits alimentaires nutritifs et indice de fonctionnalité du marché). Le PAM recueille et analyse des informations relatives aux prix alimentaires dans plus de 1 000 marchés en Afrique de l'Ouest. Ces données essentielles sont nécessaires pour éclairer avec précision les stratégies d'approvisionnement locales et

régionales. Le PAM est dans une position unique pour améliorer l'information sur les marchés grâce à des partenariats, car il collabore déjà avec les gouvernements, les organisations régionales, les instituts de recherche et les universités, ainsi qu'avec les entreprises du secteur privé qui détiennent des stocks et celles qui sont engagées dans la transformation et la distribution des aliments, y compris les réseaux de vente au détail.

En outre, l'équipe de recherche, d'évaluation et de suivi (RAM) du PAM a développé des capacités pour collecter, analyser et diffuser des données sur les régimes pluviométriques et d'autres analyses qui permettent aux gouvernements, aux communautés agricoles et à d'autres acteurs de prendre des décisions éclairées en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les capacités d'analyse bien connues du PAM en matière de mesure de la résilience et d'analyse de la sécurité alimentaire sont évolutives et peuvent être exploitées pour développer des mesures permettant de mesurer la résilience des systèmes alimentaires.

Offre intégrée: Le PAM apporte une valeur unique aux gouvernements et aux institutions financières internationales en offrant des programmes et des services intégrés avec une approche holistique. Cela signifie que les interventions sont interfonctionnelles et envisagent des solutions à court et à long terme. C'est essentiel pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables tout en construisant des systèmes alimentaires résilients, durables et efficaces.

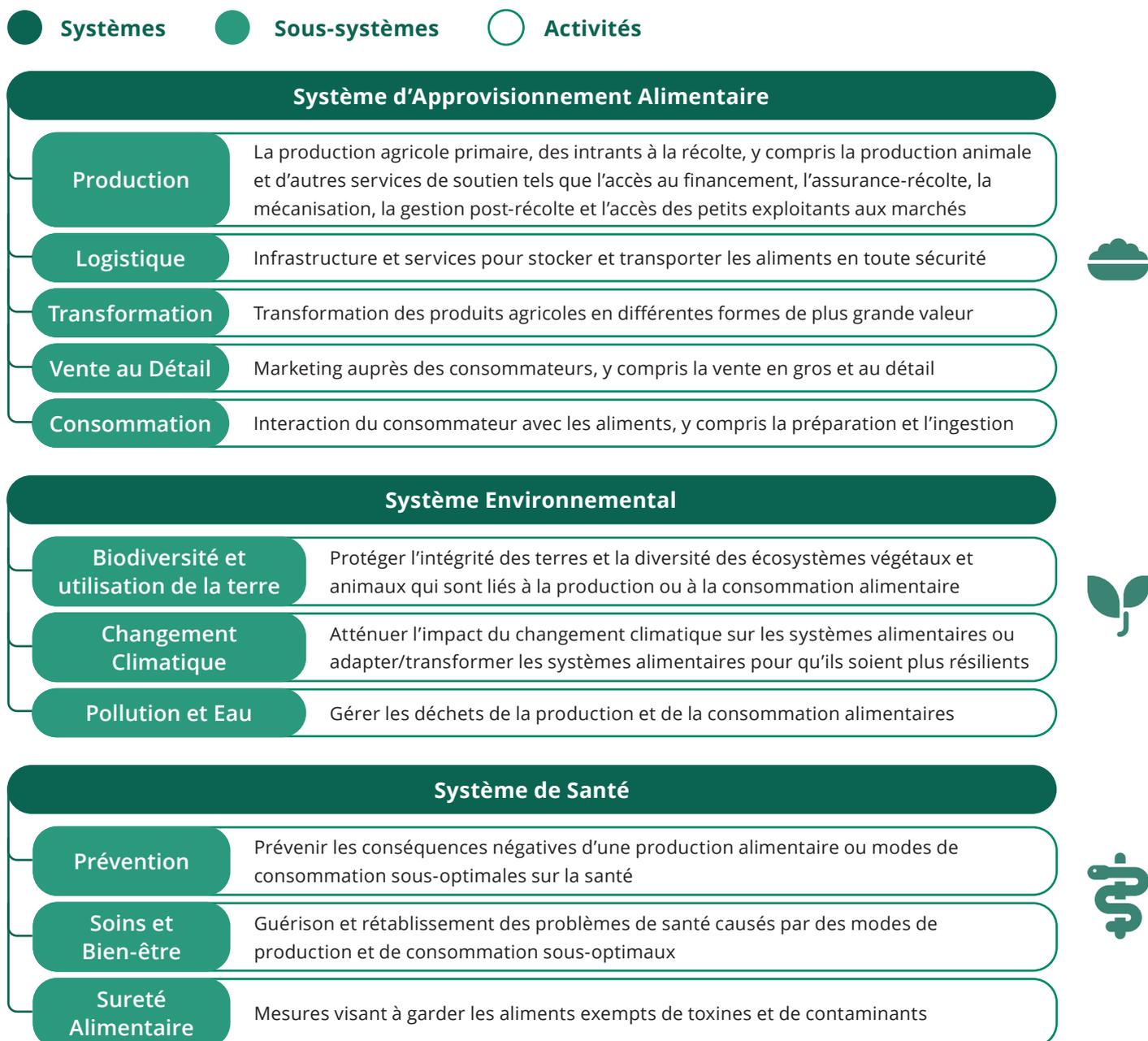
Grâce à une solide expertise opérationnelle en matière de conception de programmes, de chaîne d'approvisionnement et d'ingénierie, le PAM peut fournir un soutien direct, une assistance technique ou une prestation de services pour combler les lacunes critiques en matière de capacité. Le PAM intervient dans les quatre composantes des systèmes alimentaires, à savoir (1) le système d'approvisionnement

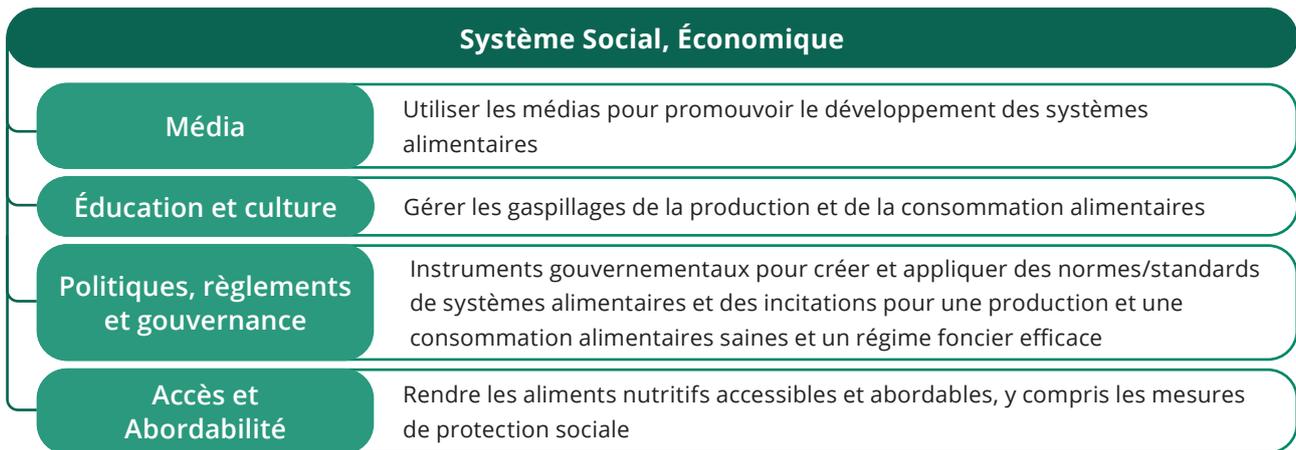
alimentaire, (2) le système environnemental, (3) le système de santé avec un accent particulier sur la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que (4) le système socio-économique axé sur la protection sociale.

Le PAM réalisera des investissements catalyseurs qui amélioreront la performance de

ces 4 systèmes en attirant les investissements des secteurs public et privé et en veillant à ce que les groupes vulnérables, y compris ceux qui sont confrontés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que d'autres groupes sociaux tels que les femmes et les jeunes, soient positivement touchés (voir figure 7).

Figure 7: Systèmes et sous-systèmes alimentaires





Une **combinaison créative** d'investissements peut permettre au PAM d'avoir un impact positif sur les systèmes et sous-systèmes alimentaires décrits ci-dessus. Est présenté ci-dessous un échantillon de domaines d'investissement qui peuvent être combinés pour maximiser l'impact du PAM sur les systèmes alimentaires:

Politique d'approvisionnement alimentaire local et régional (LRFPP): Le PAM a révisé sa politique d'approvisionnement alimentaire pour s'assurer que les petits exploitants agricoles et les autres acteurs du système alimentaire qui adoptent des pratiques durables, régénératrices et inclusives puissent être incités à atteindre l'échelle nécessaire pour transformer les systèmes alimentaires tout en devenant compétitifs vis-à-vis des importations alimentaires. Le PAM a également mis en place le Mécanisme mondial de gestion des produits de base (GCMF) qui met à disposition un fonds de roulement pour l'achat de produits alimentaires. Cette facilité permet au PAM et à d'autres agences humanitaires d'avoir accès à des stocks alimentaires chaque fois que les besoins se font sentir et de réduire les délais. Pour protéger les systèmes de production en amont, en particulier les acteurs qui investissent dans des pratiques et des

technologies intelligentes face au climat, le PAM a soutenu le développement et l'adoption de produits de micro-assurance. En outre, le PAM, en partenariat avec les gouvernements africains et d'autres partenaires au développement, a mis en place la Capacité africaine de gestion des risques (ARC) qui sert de régime souverain d'assurance agricole. ARC Replica est un mécanisme souverain qui protège les personnes touchées par une catastrophe naturelle. Les instruments de macro-assurance tels que ARC Replica peuvent fournir des liquidités aux gouvernements et aux partenaires tels que le PAM en cas de sécheresse afin que les personnes touchées puissent recevoir une assistance plus tôt (dès deux mois après une mauvaise récolte) que le soutien traditionnel de la période de soudure. Le fait de recevoir de l'aide plus tôt protège les agriculteurs, car ils peuvent éviter les mécanismes d'adaptation négatifs tels que la vente d'actifs productifs, le retrait des enfants de l'école et la réduction du nombre de repas.

Une combinaison de ces leviers a le pouvoir de transformer efficacement la façon dont les aliments sont produits, commercialisés et consommés (voir la figure 8).

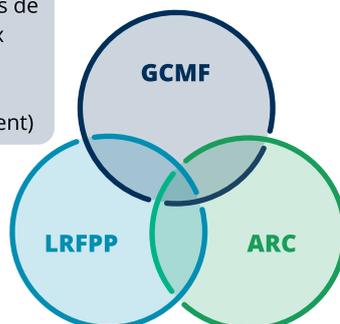
Figure 8: Principaux leviers du PAM pour la transformation des systèmes

Bâtir des marchés alimentaires prévisibles et résilients

Tirer parti du **GCMF** pour fournir des informations de marché aux producteurs et assurer l'accès aux intrants et autres technologies ainsi qu'au financement (financement des intrants et du commerce ainsi que des dépenses d'investissement)

Tirer parti du **LRFPF** pour soutenir une transition juste vers la compétitivité

- Augmentation des investissements dans la transformation, le stockage, le transport, le commerce transfrontalier et les corridors commerciaux
- Augmentation de la production locale et des niveaux de productivité/circuits courts



Optimisation de la chaîne de valeur

(finance, technologie et marchés)

- Chaînes de valeurs régionales
 - Volaille – maïs et soja
 - Riz
- Fortification / grain entier/ farine

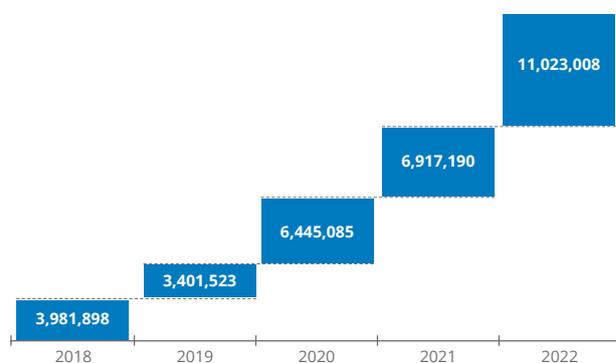
L'ARC et sa réplique peuvent encourager les investissements dans l'agriculture intelligente face au climat et renforcer la résilience des producteurs

Amélioration de la compétitivité, de la diversification et de l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales

Les transferts monétaires (CBT) constituent un levier supplémentaire pour une transformation efficace des systèmes alimentaires à grande échelle. Le PAM utilise l'argent liquide comme une modalité flexible qui permet aux bénéficiaires de l'aide de subvenir à leurs besoins fondamentaux. En Afrique de l'Ouest, plus de 50 % du revenu disponible est consacré à l'alimentation. Cette modalité peut influencer sur la demande alimentaire, mais son potentiel ne peut être atteint que si elle est combinée avec l'offre alimentaire (systèmes de production) pour garantir que les niveaux de demande se maintiennent à mesure que les niveaux de production augmentent. Cela peut résoudre l'équation et l'énigme entre les faibles prix à la consommation et les revenus agricoles élevés, qui dépendent des niveaux de rendement et des prix du marché. Les transferts monétaires du PAM complètent les transferts monétaires des systèmes de protection sociale gérés par le gouvernement afin d'accroître l'ampleur et la portée pour un impact maximal sur les systèmes alimentaires.

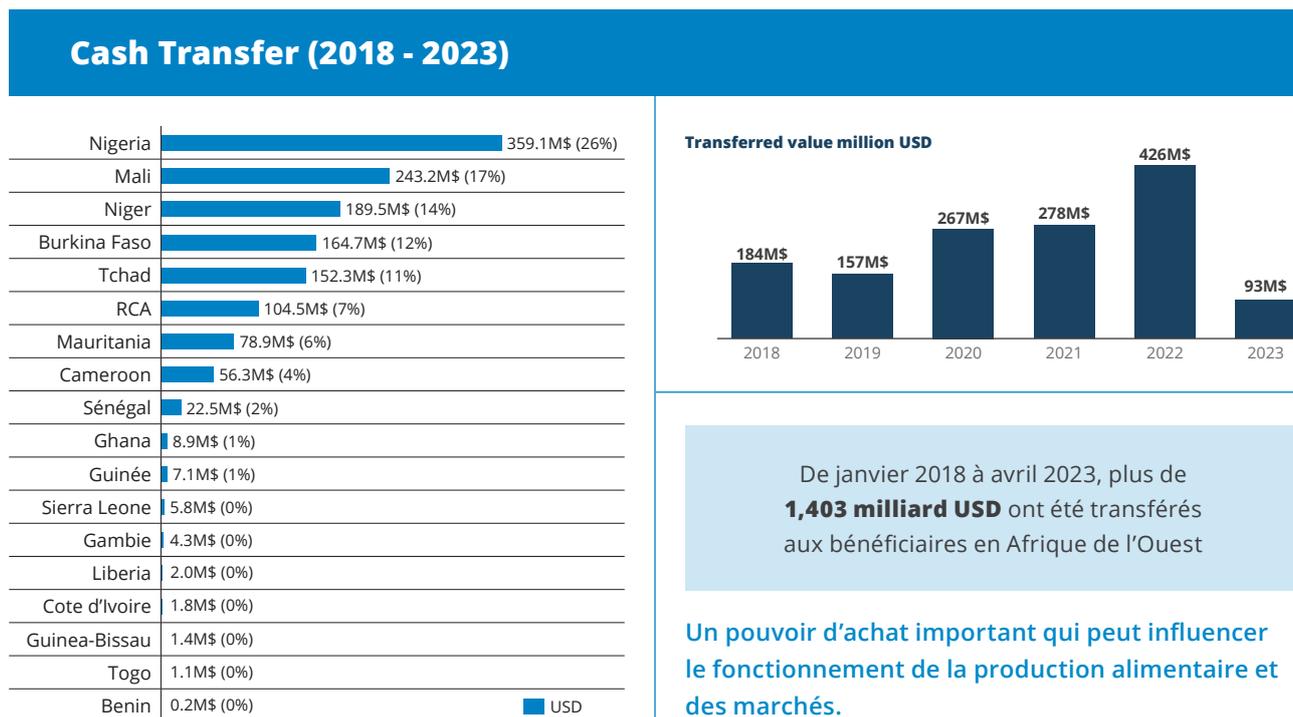
Entre 2018 et 2022, le PAM a fourni de l'argent liquide à une moyenne de 6,4 millions de personnes par an en Afrique de l'Ouest (voir figure 9).

Figure 9: Bénéficiaires des transferts monétaires du PAM de 2018 à 2022



Le montant distribué aux personnes vulnérables est estimé à plus de 262 millions de dollars par an, les niveaux les plus élevés de transferts d'argent (426 millions de dollars) ayant été réalisés en 2022 (voir figure 10).

Figure 10: Transferts monétaires du PAM: janvier 2018 à avril 2023. Source: Cashboard (date d'extraction: 20 avril 2023).



Les réseaux de détail qui participent aux transferts en espèces du PAM peuvent également investir en amont pour soutenir les systèmes de production et assurer un approvisionnement ininterrompu en aliments sains et nutritifs aux marchés institutionnels tels que les écoles, les réserves alimentaires stratégiques et les centres de nutrition. D'autres clients institutionnalisés, tels que les camps de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), les casernes militaires, les prisons et les hôpitaux, constituent également un nœud important dans les chaînes de valeur sûres et nutritives.

Engagement stratégique et rôle de rassembleur fort: avec un réseau mondial de partenaires dans le monde entier, le PAM a établi des relations solides avec diverses parties prenantes, notamment les gouvernements, le secteur privé, les agences des Nations Unies, les ONG locales, les communautés et les donateurs, assurant ainsi une meilleure coordination et une meilleure collaboration dans la mise en œuvre des projets.

Conditions uniques du PAM: Le PAM bénéficie de conditions spéciales pour les services liés au travail humanitaire, y compris l'approvisionnement. Il garantit également la transparence et la crédibilité des mécanismes de passation des marchés, de responsabilisation et d'assurance.

Stratégie du PAM pour la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

À l'échelle mondiale, le PAM protège les systèmes alimentaires avant que les crises ne surviennent grâce à sa collaboration avec les gouvernements et d'autres acteurs pour renforcer les systèmes de protection sociale. Le PAM a eu recours à des transferts monétaires là où les marchés alimentaires fonctionnent efficacement et à l'aide alimentaire là où les marchés ne fonctionnent pas. Ces efforts ont permis aux communautés et aux familles d'adopter des mécanismes d'adaptation positifs qui leur ont permis de conserver leurs ressources et leurs actifs de base plutôt que de les vendre et de garder leurs enfants à l'école au lieu de les déployer pour le travail ou les mariages précoces en raison du manque de nourriture et des moyens de subsistance limités. Le PAM a également continué à jouer son rôle traditionnel de fourniture d'une aide alimentaire pendant les crises. En outre, le PAM a renforcé les capacités des gouvernements et d'autres agences à transformer efficacement les systèmes alimentaires et à les rendre plus inclusifs et résilients aux multiples chocs et facteurs de stress et au rebond rapidement après les crises.

Théorie du changement

SI les écosystèmes sont réhabilités et restaurés, ET que les zones de production excédentaire sont protégées par des pratiques durables et des systèmes de marché améliorés pour les cultures vivrières et les produits de l'élevage, ET les capacités institutionnelles et de prestation sont renforcées (gouvernement et secteur privé), ALORS les systèmes alimentaires seront transformés et fonctionneront de manière à réduire la dépendance à l'égard de l'aide humanitaire et des importations alimentaires en Afrique de l'Ouest (voir figure 11).

Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le PAM poursuit une stratégie à trois volets qui contribue à la transformation des systèmes alimentaires.

1. Réhabilitation et restauration des écosystèmes avec un accent particulier sur les terres dégradées à l'aide d'une approche de gestion des bassins versants. Ce pilier de la stratégie utilise les transferts monétaires et l'aide alimentaire pour permettre aux communautés de développer des actifs qui soutiennent et renforcent les capacités de production alimentaire. Les types d'actifs créés comprennent des systèmes de micro-irrigation, des barrages d'eau et des digues qui permettent la production de nourriture et de fourrage, des demi-lunes et de l'agroforesterie pour la protection des terres fertiles des bas-fonds, des écoles et des jardins communautaires ainsi que des étangs à poissons. Ce pilier se concentre sur les communautés qui souffrent de la faim de manière persistante. L'objectif est de **réduire leur dépendance à l'égard de l'aide humanitaire** et de renforcer leur résilience face aux chocs et aux facteurs de stress. Ce pilier de la stratégie se concentrera sur le Sahel et les parties septentrionales du golfe de Guinée et d'autres pays côtiers.

Sahel et parties septentrionales du golfe de Guinée et autres pays côtiers

Créer de la valeur sur les sites réhabilités, en particulier les bas-fonds: le PAM met en œuvre depuis 2018 un programme intégré de résilience au Sahel. Le programme a permis de réhabiliter les terres dégradées et de créer des actifs productifs tels que des étangs à poissons, des digues, des collectes d'eau agricole et d'autres systèmes de micro-irrigation. Créer de la valeur sur les sites réhabilités implique d'identifier les sites qui sont devenus viables pour une

production à moyenne et grande échelle, d'organiser des groupes d'agriculteurs ou de petites et moyennes entreprises (PME) locales et, dans la mesure du possible, de donner la priorité aux jeunes et aux femmes qui peuvent s'engager dans la production de cultures à haute valeur ajoutée telles que l'horticulture et le riz. Les programmes d'alimentation scolaire et les chaînes d'approvisionnement du PAM peuvent mobiliser les commerçants et les transformateurs de produits alimentaires en leur fournissant un contrat à long terme (et des transactions fréquentes) dont les conditionnalités incluent la fourniture d'un soutien à la production et à la gestion post-récolte aux producteurs (accès aux intrants, à la vulgarisation et aux technologies post-récolte).

Les sites situés le long des principaux plans d'eau (fleuve Niger et fleuve Sénégal) ainsi que le bassin du lac Tchad devraient figurer parmi les zones prioritaires pour une création de valeur accrue. En outre, le PAM peut tirer parti de l'initiative de la Grande Muraille Verte, en particulier son investissement dans les « Fermes Agricoles Communautaires Intégrées (FACI) » pour stimuler la production agricole au Sahel.

Soutenir la valeur ajoutée dans les communautés pastorales: le PAM mobilisera des investissements dans les usines de réfrigération et d'autres produits laitiers et animaux dans les zones où des programmes d'alimentation scolaire sont mis en œuvre. Les fournisseurs de lait, de yaourt et d'autres produits d'origine animale bénéficieront de contrats à long terme qui leur permettront de soutenir l'entretien et l'expansion des sites de production d'aliments pour animaux (foin/fourrage). Les installations de transformation dans les communautés pastorales peuvent également tirer parti des réseaux d'énergie solaire que le PAM a installés pour alimenter les systèmes d'approvisionnement en eau. Ces mini-réseaux ont une capacité excédentaire qui peut être utilisée à d'autres fins, y compris les chaînes du froid. Dans les communautés pastorales, les initiatives de création d'actifs du

PAM optimiseront la valeur des étangs d'eau, des systèmes de collecte des eaux de pluie et des systèmes d'énergie solaire en développant les chaînes de valeur **du lait** et **du fourrage**.

2. Stratégie des greniers agricoles

mettant l'accent sur la **protection des zones excédentaires** grâce à de bonnes pratiques de production alimentaire, à la gestion post-récolte, à l'optimisation de la valeur et à l'amélioration des liens avec les marchés institutionnels et de détail. Le PAM s'appuie sur sa politique d'approvisionnement alimentaire local et régional pour aider les pays à réduire les importations alimentaires et à renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaires locales.

Au-delà d'une production alimentaire efficace, l'objectif de ce pilier est de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement locales en fournissant des signaux forts au marché qui récompensent les pratiques de production durables, l'adoption de variétés de cultures nutritives et intelligentes face au climat, et les modèles d'origine alimentaire inclusifs qui profitent aux petits exploitants agricoles, aux femmes et aux jeunes. La proximité des centres de transformation des aliments favoriserait également la production d'aliments enrichis dont la durée de conservation est prolongée. Cette stratégie sera plus appropriée pour les pays côtiers.

Pays côtiers

Gestion post-récolte: Le PAM travaillera avec les fabricants d'équipements de manutention post-récolte pour développer des systèmes de livraison du dernier kilomètre qui incluent des PME qui acquièrent des technologies et fournissent aux agriculteurs des services de gestion post-récolte moyennant des frais, des institutions financières qui fourniront des capitaux pour l'acquisition de technologies post-récolte et des producteurs liés à des marchés structurés qui paient une prime (PAM et autres marchés institutionnels) et permettre

le transfert des risques de pertes post-récolte des petits exploitants agricoles et éleveurs vers les entreprises agroalimentaires qui ont des capacités de gestion post-récolte plus élevées.

Le PAM s'associera également à de grands négociants locaux et régionaux tels qu'AFEX-Nigeria, qui utilise des modèles inclusifs qui permettent aux agriculteurs d'avoir accès à des financements d'intrants, à des installations de stockage à proximité de leurs exploitations et à d'autres services de gestion post-récolte tels que des installations de battage et de séchage, ainsi qu'à des systèmes commerciaux avancés qui servent également de mécanismes de détermination des prix. Ces négociants du secteur intermédiaire constituent un nœud important qui relie la production primaire à la transformation des aliments. Notre expérience dans l'installation de panneaux solaires pour alimenter les systèmes d'eau peut également être mise à profit pour développer des systèmes de chaîne du froid du dernier kilomètre pour les denrées périssables (exemple: <https://www.coldhubs.com/>). Aux niveaux national et régional, le PAM s'associera à l'Union africaine pour aider les pays d'Afrique de l'Ouest à élaborer des stratégies nationales de gestion post-récolte. Cela peut être mis en œuvre par le Système africain d'information sur les pertes post-récolte (APHLIS), qui est actuellement hébergé par l'Institut des Ressources Naturelles (<https://www.nri.org/>) de l'Université de Greenwich.

Valeur ajoutée et renforcement des capacités de transformation des aliments: Le PAM travaillera avec Partners in Food Solutions (**PFS**) (<https://www.partnersinfoodsolutions.com/>) et d'autres prestataires de services et partenaires tels que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (**ONU**DI) afin de mobiliser plus de 100 entreprises et négociants africains de transformation alimentaire en pleine croissance autour des opportunités de marché institutionnel du PAM (estimées à 300 millions USD par an en moyenne) et des injections annuelles de liquidités du PAM de plus de 320 millions USD. La plupart des entreprises

alimentaires soutenues se trouvent au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Ghana. L'élargissement des débouchés commerciaux pour ces entreprises de transformation se traduira par une meilleure utilisation de la capacité de transformation et, par conséquent, par la création d'emplois. Cependant, la disponibilité des matières premières peut constituer un obstacle majeur à cette expansion. L'accès aux matières premières sera amélioré grâce à des liens avec les zones de production, y compris les terres réhabilitées et les greniers à blé qui produisent un excédent, et à un meilleur accès au fonds de roulement. Des mécanismes de détermination des prix qui permettent aux acteurs d'avoir une visibilité sur l'évolution des prix contribueraient également à optimiser les systèmes de distribution de nourriture et à réduire les pertes post-récolte, car les risques post-récolte sont transférés des petits exploitants agricoles ayant une capacité de gestion post-récolte limitée aux entreprises alimentaires ayant des capacités améliorées de manipulation des aliments.

Financement mixte: Il sera également important de s'associer à des institutions financières telles que la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque africaine de développement (BAD), la Société financière internationale (SFI), la Banque islamique de développement (BID), le Fonds d'équipement des Nations Unies (UNCDF) et la Société américaine de financement du développement (DFC), ainsi qu'à des institutions financières locales, pour garantir que les entreprises de transformation et de négoce des aliments aient accès à un fonds de roulement qui leur permette d'acheter aux producteurs, y compris les petits exploitants agricoles, ainsi que des capitaux d'investissement pour acquérir des technologies appropriées et des infrastructures de manipulation des aliments. Les entreprises bien capitalisées peuvent également renforcer la gouvernance des chaînes d'approvisionnement alimentaire en veillant à ce que les incitations de tous les acteurs soient alignées. Ils peuvent également fournir des intrants et des services agricoles directement

aux producteurs ou par le biais de partenariats ou d'une plateforme multipartite avec des acteurs investissant dans les composantes en amont des chaînes de valeur alimentaires.

Exemple du marché de Potiskum et des zones semi-arides de l'État de Yobe au Nigeria:

Le marché de Potiskum représente un énorme potentiel car ses volumes d'échanges sont de près de 7 000 tonnes par semaine, ce qui représente un volume de 364 000 tonnes par an et touche près de 300 000 petits agriculteurs. Les commerçants de Potiskum et d'autres marchés joueraient un rôle déterminant dans la stimulation de la production agricole en garantissant les marchés, en fournissant des intrants aux agriculteurs et d'autres services tels que le financement agricole et la gestion post-récolte par l'intermédiaire de réseaux de négociants en intrants et d'institutions financières et de prestataires de services de mécanisation et de post-récolte. Cependant, ce marché doit être réhabilité et équipé d'équipements à valeur ajoutée tels que des séchoirs, des nettoyeurs et des machines de fraisage ou de transformation. Cela peut se faire par le biais d'plate-forme multipartite où le PAM peut s'associer au gouvernement local, aux commerçants, à la BAD et à l'ONUDI, ainsi qu'à une association industrielle de 10 000 commerçants opérant sur le marché de Potiskum pour développer des mécanismes de financement mixte afin de réhabiliter le marché de Potiskum et de le transformer en un centre de qualité alimentaire lié aux zones de production alimentaire et aux installations de transformation. La réhabilitation des terres (en mettant l'accent sur les systèmes de micro-irrigation et d'autres technologies de collecte de l'eau) dans les zones semi-arides entourant ce marché peut contribuer à l'augmentation des volumes d'échanges dans l'État de Yobe et au-delà.

La modernisation des grands marchés alimentaires tels que Potiskum au Nigeria augmentera également la disponibilité de matières premières sûres et de qualité alimentaire pour l'industrie de la transformation des aliments. Les commerçants de ces marchés peuvent s'allier aux agriculteurs et veiller à ce que les agriculteurs qui leur fournissent des produits alimentaires aient accès à des intrants et à d'autres services tels que le financement et la mécanisation.

Enrichissement des aliments et mélange de farine: Le PAM et ses partenaires dans la région commenceront par des opportunités « à portée de main » pour améliorer l'état nutritionnel des enfants, des femmes et des hommes dans les pays côtiers et au-delà. Ces possibilités comprennent la biofortification, l'enrichissement des aliments de base, les aliments complémentaires, les mélanges de farine enrichie et la production locale d'aliments nutritifs spécialisés (en s'appuyant sur l'impact réussi et l'investissement catalyseur dans Premium Foods et Yedent au Ghana, et Nutri-K). Ce domaine d'investissement peut utiliser l'ensemble des interventions du PAM en matière de gestion de la qualité des aliments, d'approvisionnement et de liens avec les petits exploitants agricoles locaux.

3. Renforcer les capacités institutionnelles et de mise en œuvre pour améliorer la gouvernance des systèmes alimentaires, y compris l'optimisation de l'utilisation des terres, la valeur ajoutée, les normes de sécurité sanitaire des aliments, le commerce des produits alimentaires et la facilitation des investissements du secteur privé, ainsi que la réaffectation et la réorientation des subventions et des investissements publics en faveur de la transformation des systèmes alimentaires pour améliorer l'emploi, les revenus, l'état nutritionnel et les écosystèmes intelligents face au climat.

Ce pilier met l'accent sur le renforcement de la capacité des gouvernements à élaborer et à mettre en œuvre des plans de réponse aux crises alimentaires, à réglementer et à soutenir efficacement la production et à encourager la consommation d'aliments sains et nutritifs. Le PAM renforce également la capacité des entreprises du secteur privé à transformer et à commercialiser des aliments nutritifs, en plus de les aider à accéder à des financements abordables et durables grâce à la réduction des risques et à la garantie d'opportunités de marché. La région de l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique. Les gouvernements et les partenaires au développement de la région ont repensé leur approche de la lutte contre la faim et la malnutrition. Il existe désormais un consensus sur le fait que davantage d'investissements sont nécessaires pour **mettre en place des systèmes alimentaires résilients** et **réduire le besoin d'aide humanitaire** dans la région. Les principales initiatives prises sont les suivantes : (1) le développement de marchés alimentaires régionaux et de stocks stratégiques, (2) les corridors de commerce alimentaire, (3) et les agropoles et parcs agro-industriels. Ces trois initiatives ont attiré l'attention des banques internationales et régionales de développement telles que la BAD, la BID, la BIDC, la Banque mondiale (en particulier la SFI) et d'autres institutions financières locales. En raison des risques et du coût élevé de la recherche et de la structuration des transactions, ces institutions financières sont ouvertes à l'idée de combiner des financements où des capitaux privés sont mélangés à des sources de financement publiques et philanthropiques afin de réduire les risques et de maximiser les avantages de ces investissements de manière inclusive.

Initiatives régionales

Agropoles/clusters/corridors commerciaux: en plus de soutenir la demande (par le biais de la chaîne d'approvisionnement, de l'approvisionnement et des transferts monétaires), le PAM aidera les pays et la région à augmenter les niveaux de production alimentaire et à faciliter la circulation des denrées alimentaires grâce à l'amélioration du commerce des denrées alimentaires. Le PAM s'appuiera sur les réalisations et les investissements réalisés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Le PAM travaillera en partenariat avec la BAD, la BID et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), la Banque mondiale, l'IFC, Afreximbank, ainsi qu'avec les gouvernements hôtes pour concevoir, construire et exploiter des pôles de production et des corridors commerciaux. Les actifs du PAM tels que **GCMF** et **LRFP** ainsi que son partenariat avec **ARC Replica** seront mis à profit pour atteindre l'échelle requise pour la rentabilité et raccourcir la période d'amortissement. Le PAM déploiera son marché numérique et son système de suivi des stocks pour réduire les risques liés aux investissements initiaux des secteurs privé et public dans ces agropoles et grappes qui sont en cours de développement le long des principaux corridors de commerce alimentaire, notamment Abidjan-Lagos et Dakar-Ndjamena (y compris la route d'approvisionnement du PAM Niamey-Burkina Faso avec une extension jusqu'à l'État de Kano au Nigeria).

Transition vers l'énergie durable dans les pays à faible revenu est une priorité non seulement pour lutter contre le changement climatique mais aussi pour rendre la mécanisation de la main-d'œuvre plus abordable et indépendante des devises fortes et des prix mondiaux du carburant. En Afrique de l'Ouest, des pays comme le Nigeria ont élaboré un plan de transition énergétique pour répondre aux besoins énergétiques du pays et contribuer

aux objectifs de neutralité carbone¹⁴. Le PAM continue de renforcer ses programmes en intégrant des activités d'énergie durable dans ses interventions à travers trois domaines d'intervention principaux: (1) dynamiser l'alimentation scolaire (ESF), (2) utiliser l'énergie de manière productive pour soutenir les petits agriculteurs, et (3) l'énergie pour la communauté et les ménages, y compris les populations déplacées. L'expérience du PAM dans la mise en œuvre de diverses activités énergétiques, telles que les systèmes de pompage à énergie solaire pour l'irrigation au Sahel et l'amélioration de la distribution des fourneaux dans les cantines scolaires, peut être mise à profit pour fournir des interventions énergétiques plus larges de manière durable et à grande échelle.

Le PAM vise à établir un partenariat avec le secteur privé et les gouvernements d'Afrique de l'Ouest afin d'améliorer l'accès à des solutions de cuisson propres et d'accroître l'accès à l'électricité afin d'améliorer l'efficacité des processus agricoles (pompage de l'eau, équipements électriques de transformation des aliments et appareils de la chaîne du froid) et de diversifier les moyens de subsistance. Cela peut se faire par le biais de solutions autonomes hors réseau ou de mini-réseaux. L'accès à l'énergie peut renforcer les systèmes de production et de post-production, ce qui permet d'améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs.

Le PAM vise à établir un partenariat avec le secteur privé et les gouvernements d'Afrique de l'Ouest afin d'améliorer l'accès à des solutions de cuisson propres et d'accroître l'accès à l'électricité afin d'améliorer l'efficacité des processus agricoles (pompage de l'eau, équipements électriques de transformation des aliments et appareils de la chaîne du froid) et de diversifier les moyens de subsistance. Cela peut se faire par le biais de solutions autonomes hors réseau ou de mini-réseaux. L'accès à l'énergie peut renforcer les systèmes de production et

de post-production, ce qui permet d'améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs. Des poêles à bois améliorés sont également mis en œuvre pour réduire la consommation de bois et la déforestation. Le PAM en Gambie met en œuvre le projet Cooltainer4Women, qui permet aux associations de femmes de trois sites de débarquement de poissons d'accéder à des unités d'entreposage frigorifique alimentées à l'énergie solaire pour une conservation appropriée des produits de la pêche et la réduction des pertes alimentaires. Le PAM Niger a élaboré une stratégie énergétique nationale pour fournir une cuisine basée sur le marché et des utilisations productives dans les situations d'urgence et d'insécurité alimentaire chronique (ménages, écoles et petits agriculteurs). Le bureau de pays a procédé à une évaluation énergétique afin de concevoir des interventions fondées sur des données probantes.

Chaînes de valeur régionales: les pays d'Afrique de l'Ouest connaissent un changement dans leurs habitudes alimentaires. Alors que la demande de sorgho et de mil reste stable, l'urbanisation et d'autres changements socio-économiques ont accru la demande de riz, de maïs et de produits avicoles. Les subventions gouvernementales ont également ciblé ces chaînes de valeur. Cependant, la compétitivité de la région de l'Afrique de l'Ouest reste faible et l'augmentation des importations a un effet affaiblissant sur les finances publiques. Le PAM travaille avec la République de Corée pour améliorer la chaîne de valeur du riz en Afrique de l'Ouest. Le PAM travaille également avec l'Agence japonaise de coopération (JICA) pour développer des modèles commerciaux et des partenariats qui permettront d'améliorer l'accès à la mécanisation et la gestion de l'eau. Le PAM RBD travaille dans six pays (Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Nigeria, Sénégal, Gambie) pour intensifier la filière de fortification du riz et l'intégration dans les programmes d'alimentation scolaire.

¹⁴ <https://energytransition.gov.ng/>

La mise en œuvre du projet « Réponse à la Crise Alimentaire au Centre Sahel » (CRIALCES), financé par l'UE, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, a montré la pertinence d'une approche du système alimentaire nutritif. Cette approche hybride innovante permet au PAM de répondre aux urgences tout en restant catalyseur et une organisation de développement. L'assistance nutritionnelle couplée au soutien à la production et au développement des marchés commerciaux pour les produits alimentaires nutritifs est pertinente pour le contexte de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit d'une occasion de créer et de renforcer des ponts entre les unités du PAM et la nécessité d'avoir une approche plus intégrée.

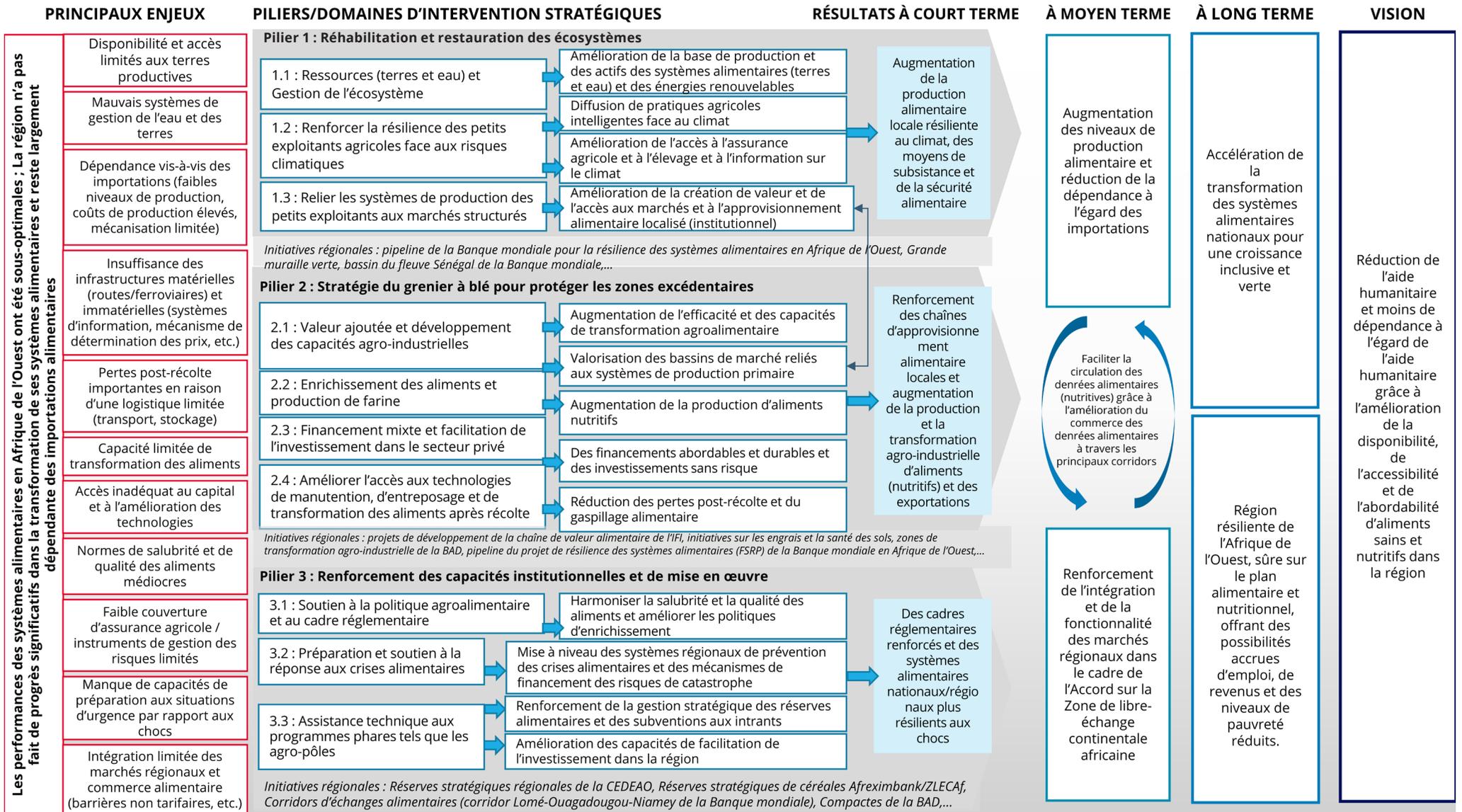
En outre, le PAM développe des partenariats avec la BIDC, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la BID afin de mobiliser un pool de prêteurs et de partenaires afin de stimuler et de réduire les risques liés aux investissements dans les chaînes de valeur du maïs, du soja et du manioc en Afrique de l'Ouest. La compétitivité du secteur avicole dépend de la disponibilité d'aliments pour volailles dont les principaux ingrédients sont le maïs et le soja. La mise à niveau de ces deux chaînes de valeur en facilitant l'accès à des intrants améliorés, à la mécanisation, aux services d'entreposage, au financement agricole, y compris l'investissement et le fonds de roulement, à la numérisation et à l'amélioration des politiques commerciales contribuera à la compétitivité des pays concernés dans le secteur de la volaille.

Réforme et mise en œuvre des politiques agroalimentaires: Le PAM est perçu comme un acteur clé dans toutes les initiatives visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. Le PAM peut utiliser cette position pour façonner les politiques publiques et les investissements dans la région. Le point de départ devrait être l'initiative de la CEDEAO relative à la

réserve alimentaire régionale. Comme indiqué précédemment, seuls neuf pays (le Togo, le Niger, le Tchad, le Mali, le Cap-Vert, le Ghana, la Mauritanie, le Nigéria et le Burkina Faso) détiennent des réserves alimentaires dans le cadre de leurs plans d'intervention d'urgence. Les efforts visant à établir une réserve alimentaire régionale n'ont pas encore pris de l'ampleur. Le PAM pourrait soutenir activement la CEDEAO pour atteindre cet objectif d'une manière innovante qui combine les stocks physiques et d'autres instruments tels que l'argent liquide (dans le cadre des systèmes de protection sociale). De plus, l'exploitation des capacités du GCMF peut permettre aux réserves alimentaires de la CEDEAO d'aller au-delà des céréales et de compléter le panier alimentaire avec d'autres sources de nutriments qui offrent une alimentation saine aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

En plus de la réserve alimentaire régionale, le PAM devrait travailler avec la CEDEAO et les États membres pour élaborer des normes régionales de qualité alimentaire qui soient mutuellement reconnues par les États membres et les autres pays non membres (Tchad et la Mauritanie) pour faciliter le commerce alimentaire dans la région. En outre, une politique commerciale alimentaire fondée sur des données probantes devrait être élaborée et mise en œuvre afin d'éviter les interdictions commerciales alimentaires qui deviennent monnaie courante et position par défaut chaque fois qu'une crise alimentaire frappe la région. La réaffectation des subventions et autres incitations à la production et à la consommation d'aliments nutritifs contribuerait également à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest, où les subventions aux intrants et les instruments de stabilisation des prix ciblent quelques chaînes de valeur céréalières telles que le riz et le maïs. Une analyse de l'efficacité de ces politiques et de leur impact sur la sécurité alimentaire faciliterait les efforts de plaidoyer en faveur d'une réforme des politiques.

Figure 11: Théorie du changement



Pour soutenir les efforts de mobilisation des investissements, le PAM, par l'intermédiaire de ses équipes de partenariat stratégique, continuera d'engager l'Union africaine et ses programmes spéciaux tels que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), la CEDEAO et ses États membres à plaider en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires aux priorités du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA)¹⁵. Le PAM soutiendra également les efforts de facilitation de l'investissement pour la mise en œuvre des accords de l'alimentation et de l'agriculture qui ont été négociés lors du Sommet de Dakar II sur le thème « Nourrir l'Afrique: souveraineté alimentaire et résilience¹⁶ ». Le PAM continuera également à soutenir l'amélioration et la mise en

œuvre des voies de transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.



Des partenariats pour une mise en œuvre efficace

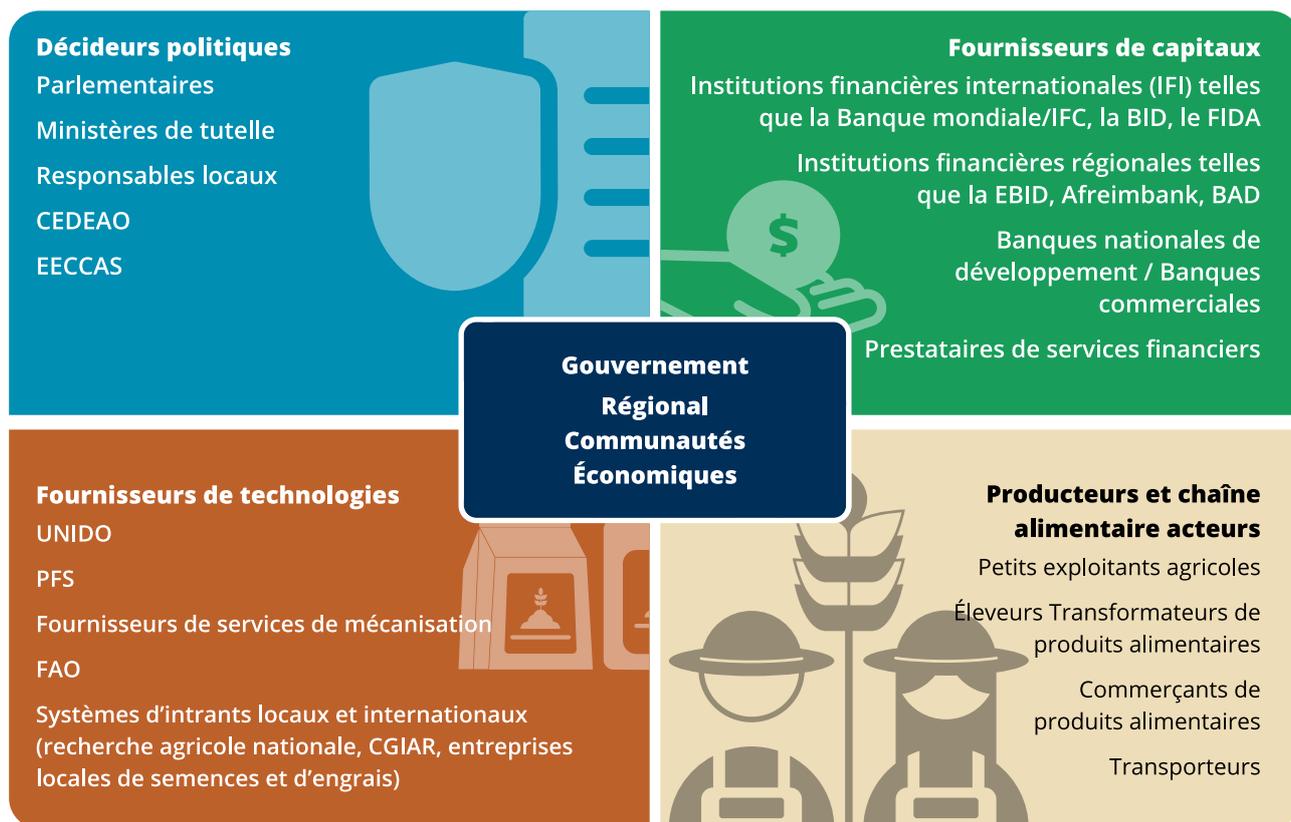
Le PAM dispose de vastes réseaux dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et sera un partenaire à valeur ajoutée qui complètera les autres parties prenantes des systèmes alimentaires avec une expertise et des capacités dans les composants clés des systèmes alimentaires. Ces partenaires comprendront (1) des décideurs politiques, (2) des fournisseurs de capitaux d'investissement, (3) des fournisseurs de technologies,

(4) des producteurs, y compris des petits exploitants agricoles et des éleveurs. Dans certains pays, les gouvernements ont demandé au PAM de soutenir la création et la gestion de plateformes multipartites mobilisant les acteurs des systèmes alimentaires autour du programme de transformation et des priorités nationales (voir figure 12).

¹⁵ Comprehensive African Agricultural Development Program

¹⁶ <https://www.afdb.org/en/dakar-2-summit-feed-africa-food-sovereignty-and-resilience/compacts>

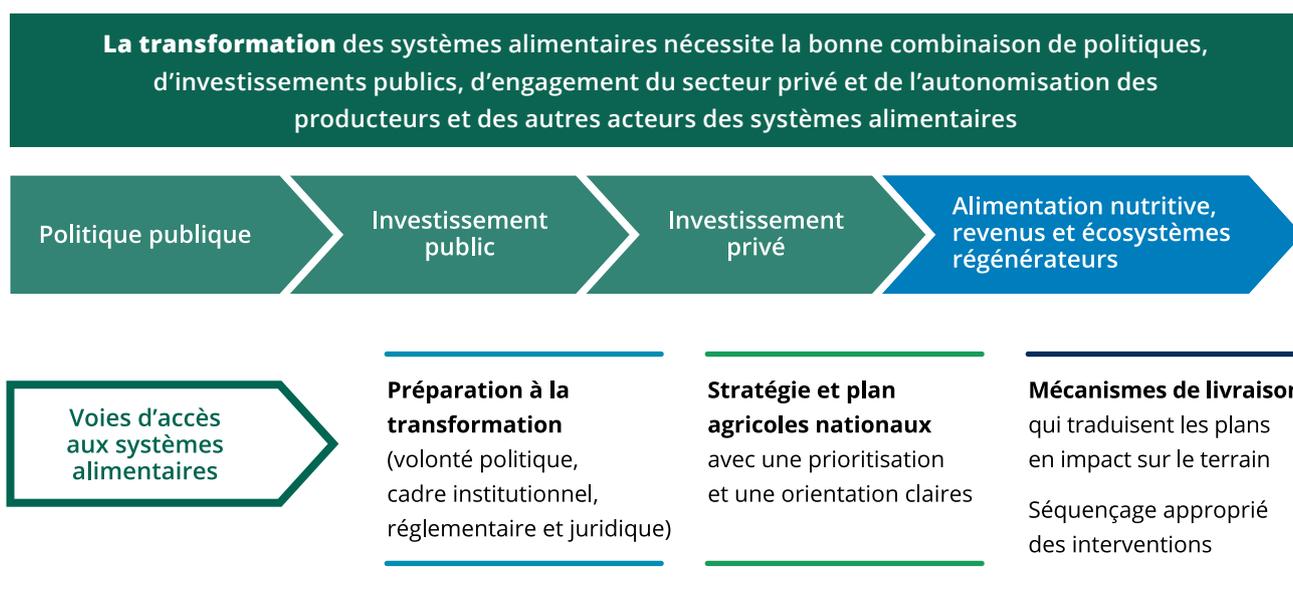
Figure 12: Un partenariat pour un travail efficace



Le partenariat avec les principales parties prenantes et les acteurs des systèmes alimentaires de divers secteurs permettra aux pays et à la région de traduire les trajectoires

de transformation des systèmes alimentaires en politiques, plans d'investissement et programmes et projets d'investissement à impact (voir figure 13).

Figure 13: Traduire les politiques et les plans en effets



Les vastes réseaux du PAM peuvent servir de rampe de lancement pour les mécanismes de mise en œuvre et tirer parti des investissements publics, des politiques publiques et des investissements privés, y compris le financement mixte ou d'autres formes de partenariats

Amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires

La mise en œuvre des initiatives susmentionnées suivra un ensemble de principes visant à assurer l'équité, la durabilité et l'échelle. Ces principes se refléteront dans le type de partenariats et de structures de gouvernance qui seront mis en place pour élaborer et mettre en œuvre des initiatives de transformation des systèmes alimentaires.

1. Intégration du portefeuille du PAM:

L'application de l'optique des systèmes alimentaires à l'ensemble du portefeuille de travail du PAM nécessitera une intégration étroite de son programme, de ses chaînes d'approvisionnement et de ses interventions d'urgence. Compte tenu de leur caractère transversal, les initiatives en matière de systèmes alimentaires devraient être coordonnées au niveau du directeur régional adjoint en charge de la stratégie et de la performance globales du programme. Au niveau des bureaux pays, les directeurs de pays ou les directeurs de pays adjoints joueront le rôle de coordination globale afin d'éviter les silos stratégiques et opérationnels. Les unités clés comprennent les chaînes d'approvisionnement (en particulier l'opérationnalisation de la politique d'approvisionnement alimentaire local et régional), l'alimentation scolaire, la nutrition, la préparation et la réponse aux situations d'urgence (en particulier ses initiatives d'assurance et d'aide à la période de soudure), les transferts monétaires, la protection sociale et la résilience (en particulier, la création de valeur et l'optimisation sur les sites de réhabilitation, la certification en amont des initiatives agroforestières et autres puits de carbone).

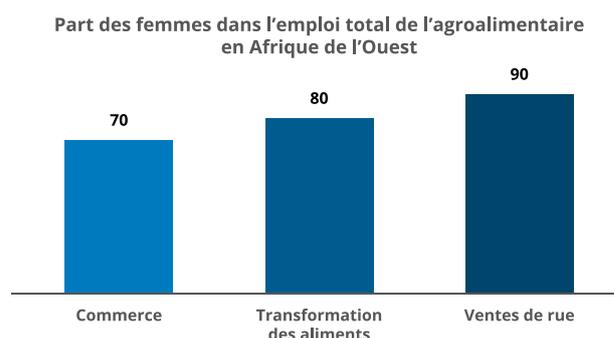
2. Système de protection sociale à deux voies: Les gouvernements d'Afrique de

l'Ouest utilisent les transferts alimentaires et monétaires ainsi que les subventions aux intrants pour créer des filets de sécurité pour les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que pour les petits exploitants agricoles dont la compétitivité est encore faible. Certains gouvernements souscrivent également des polices d'assurance souveraine pour couvrir les mauvaises récoltes. Ces efforts sont complétés par des organisations à but non lucratif et des agences des Nations Unies qui utilisent les mêmes systèmes de protection sociale et mécanismes de soutien dirigés par le gouvernement ou d'autres moyens alignés sur les efforts du gouvernement.

3. Autonomisation des femmes et des jeunes:

Les femmes participent aux systèmes alimentaires en tant que productrices, agricultrices, commerçantes, transformatrices d'aliments, travailleuses salariées, entrepreneures et consommatrices. L'ampleur de leur participation varie en fonction des normes de genre qui influencent la main-d'œuvre et les marchés du travail. En effet, en Afrique de l'Ouest, les femmes dominent les activités de post-production (voir figure 14).

Figure 14: L'emploi des femmes dans le secteur agroalimentaire non agricole. **Source:** OECD, 2022: Africa's Development Dynamics 2022



L'OCDE (2023) estime qu'en Afrique de l'Ouest, les industries agroalimentaires représentent 66% de l'emploi total, dont 68% dans la production primaire et 32% dans les activités non agricoles. Le secteur de l'alimentation non agricole emploie 82 millions d'Africains de l'Ouest et 68% des travailleurs de l'économie alimentaire de la région sont des femmes. Par conséquent, un meilleur accès aux actifs et aux ressources productives, y compris le financement, les technologies et la terre, peut permettre aux femmes et aux jeunes de participer de manière rentable aux systèmes agroalimentaires.

4. L'appropriation par l'État et la participation du secteur privé sont essentielles à la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest. Pour rendre les systèmes alimentaires plus inclusifs et résilients à grande échelle, il faut déployer des capitaux présentant des profils de risque différents et des incitations variables, mais qui se renforcent mutuellement, telles que le bien public et le profit. Les politiques publiques et les investissements publics facilitent la création de valeur du capital privé, mais le secteur public est également indispensable pour résoudre les défaillances du marché et orienter les investissements incitatifs dans les domaines négligés et les secteurs critiques où les risques perçus et réels sont élevés. Les dialogues et les partenariats public-privé peuvent créer des opportunités pour les petits exploitants agricoles et les éleveurs d'accéder aux intrants et aux marchés grâce à des programmes de sous-traitance prévisibles et transparents et à d'autres modèles inclusifs qui bénéficient de mécanismes de réduction des risques pour l'évolutivité et la durabilité.

5. Plateformes pour l'échelle et l'intégration des systèmes: la fourniture de services au sein des systèmes alimentaires est passée d'un réseau d'acteurs dirigé par le gouvernement à un réseau complexe d'acteurs, notamment des acteurs privés, publics et à but non lucratif (ISF Advisors, 2021). Compte tenu de la complexité des systèmes alimentaires et des acteurs qui peuvent avoir des objectifs divergents nécessitant des niveaux élevés de tolérance des compromis, la gouvernance des systèmes alimentaires devrait utiliser l'approche de la plateforme pour aligner les incitations, les capacités et les compromis. Lorsque cet écosystème d'acteurs est coordonné et mobilisé autour d'une même vision et des mêmes objectifs, il devient une plateforme pour fournir des services connexes et complémentaires (Karuho, 2021). Les plateformes peuvent être physiques ou numériques, mais pour que les acteurs fassent confiance aux systèmes et les mettent à l'échelle, la séquence doit commencer par s'assurer que les transactions physiques ont lieu avant de passer à la phase numérique. En Afrique de l'Ouest, l'amélioration de la gouvernance des systèmes alimentaires devrait permettre aux acteurs des biens et services clés ainsi qu'aux acteurs des systèmes alimentaires de se retrouver sur des plateformes d'efficacité et de résilience. Ces biens et services comprennent le crédit, les systèmes de paiement, l'assurance récolte et bétail, le financement mixte, les services de transport avec visibilité sur les opportunités de retour, les chaînes du froid, les services de livraison du dernier kilomètre pour la fourniture d'intrants et l'agrégation des extrants intelligents face au climat, ainsi que les services de mécanisation. Les biens et services doivent s'accompagner de modèles économiques qui incluent les petits exploitants agricoles, les femmes, les jeunes et ceux qui sont confrontés à la faim et à d'autres formes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Modélisation et mise à l'échelle

Les Plans Stratégiques Pays (CSP) guideront les investissements des bureaux de pays du PAM dans les systèmes agroalimentaires. Cependant, les facteurs clés à prendre en compte pour un investissement à part entière dans la transformation des systèmes alimentaires dépendront des facteurs suivants:

1. La demande des gouvernements hôtes et des communautés économiques régionales telles que la CEDEAO et la CEEAC,
2. Les capacités du PAM dans chaque pays à passer rapidement à la programmation des systèmes alimentaires (même dans les situations d'urgence),
3. Capacité à démontrer la valeur ajoutée aux bailleurs de fonds pour la transformation des systèmes alimentaires, y compris les institutions financières internationales et régionales, les banques de développement, les entreprises et autres grandes entreprises agroalimentaires, ainsi que les partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux.

Investissements initiaux: des fonds internes tels que le Fonds fiduciaire pour l'évolution de la vie (CLTF) ou d'autres fonds pertinents seront également importants pour lancer la modélisation des systèmes alimentaires dans différents contextes, générer des données probantes et élaborer des analyses de rentabilisation. L'évolutivité par le biais des gouvernements, des opérateurs du secteur privé et des institutions financières sera un critère clé pour la sélection des initiatives et des pays. Les investissements initiaux aideront à développer des modèles d'affaires novateurs et à mobiliser les parties prenantes pour mettre en œuvre ces initiatives et ouvrir la voie à l'évolutivité et à la durabilité. Les investissements initiaux axés sur la transformation des systèmes alimentaires généreront des enseignements et des preuves

que le PAM et ses partenaires utiliseront pour intensifier des investissements similaires dans d'autres pays et leur permettre d'avancer sur le continuum de maturité des systèmes alimentaires.

Mise à l'échelle: la phase de mise à l'échelle peut tirer parti des relations du PAM avec Afreximbank, la Banque mondiale, la BID et d'autres institutions financières régionales et internationales (IFI). Le plan d'action des institutions financières internationales pour lutter contre l'insécurité alimentaire démontre que les capacités des IFI peuvent être mises à profit pour transformer les systèmes alimentaires à grande échelle¹⁷. Le plan d'action a été élaboré conjointement par la BAD, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, le FIDA, le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale en mai 2022. Le plan donne la priorité à six objectifs, notamment: (1) soutenir les personnes vulnérables, (2) promouvoir le libre-échange, (3) atténuer les pénuries d'engrais, (4) soutenir la production alimentaire, (5) investir dans une agriculture résiliente au changement climatique pour l'avenir, et (6) Coordination pour un impact maximal.

Voici quelques-unes des possibilités de partenariat avec les institutions financières internationales et le secteur privé:

- Les programmes d'alimentation scolaire sont l'un des moyens les plus faciles pour les gouvernements de stimuler la transformation des systèmes alimentaires. Ces programmes doivent être véritablement locaux, en achetant auprès de petits exploitants agricoles locaux et en soutenant les marchés locaux (par exemple, les programmes d'alimentation scolaire sont

¹⁷ https://knowledge4policy.ec.europa.eu/publication/international-financial-institution-ifi-action-plan-address-food-insecurity_en

largement financés par les IFI, par exemple, la Banque mondiale en Sierra Leone, la BAD en Guinée-Bissau, un partenariat potentiel avec le FIDA au Burkina et en Guinée-Bissau autour de l'alimentation scolaire locale (HGSL), des discussions en cours avec les gouvernements du Bénin, de la Gambie, et le Sénégal pour le financement de la BID par le biais de l'Initiative de développement du capital humain (IDHC) de la BID et du PAM). L'alimentation scolaire offre également aux investisseurs d'impact la possibilité de financer des programmes de repas scolaires climato-intelligents par le biais d'instruments de financement mixtes tels que l'investissement qui est actuellement en cours de négociation au Sénégal à l'approche de la COP28. Ces investissements offrent l'occasion de transformer les systèmes alimentaires en privilégiant les pratiques agricoles régénératrices qui permettent l'approvisionnement local en ingrédients des repas scolaires, le renforcement des capacités des PME à adopter des pratiques intelligentes face au climat tout au long des chaînes d'approvisionnement, l'innovation pour introduire des aliments résistants au climat et riches en nutriments dans les jardins scolaires, et l'accès à des technologies intelligentes face au climat.

- Amélioration des chaînes de valeur locales et régionales: le PAM est engagé dans des discussions sur le développement de projets régionaux de chaînes de valeur du manioc et du riz financés par la Banque islamique de développement (le PAM soutient les gouvernements (Côte d'Ivoire par exemple) dans la préparation de projets à grande échelle pour améliorer les chaînes de valeur locales du manioc et du riz, le PNUD a également approché le PAM pour mener des évaluations et des études qui pourraient avoir une perspective régionale). Le long de diverses chaînes de valeur agricoles, le PAM

contribue également à la création d'emplois par le biais d'un projet de 45 millions de dollars sur 5 ans financé par la Fondation Mastercard. Le projet vise à créer 390 000 emplois au Ghana, au Nigeria et au Sénégal pour les jeunes, en particulier les femmes. La Banque mondiale a également lancé son programme phare, le Programme de résilience du système alimentaire (FSRP), doté de 645 millions de dollars destinés à l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Tchad, Ghana et Sierra Leone)¹⁸.

- La résilience est également l'un des domaines dans lesquels les institutions financières internationales et régionales et les gouvernements engagent des ressources. La Banque mondiale a récemment approuvé un prêt concessionnel en faveur du gouvernement du Cameroun afin de renforcer la résilience des communautés affectées par les conflits et les chocs et facteurs de stress liés au climat. Il a été demandé au PAM/Cameroun d'être un partenaire de mise en œuvre de ce programme pluriannuel de résilience. Des partenariats similaires se développent dans d'autres pays comme le Ghana, le Nigeria, le Bénin et la Côte d'Ivoire. En outre, le Programme africain de gestion intégrée des risques climatiques (AICRM), financé par le FVC et le FIDA, vise à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles aux impacts du changement climatique dans sept pays sahéliers de la Grande Muraille verte (GMV). Il s'agit d'un investissement régional important avec une contribution majeure au PAM pour la mise en œuvre d'un volet lié à l'assurance climatique pour les petits exploitants agricoles au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et en Gambie. Le programme dispose d'une enveloppe d'investissement totale de plus de 143 millions de dollars provenant du FIDA, de la BAD, de l'ARC et du FVC. Sur les 83

¹⁸ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/07/29/world-bank-scales-up-its-financing-for-food-security-to-strengthen-the-resilience-of-food-systems-across-west-africa>

millions de dollars de financement du FVC, le PAM recevra environ 30 millions de dollars

pour soutenir le développement de la micro-assurance dans les sept pays.

Des résultats à portée de main

Les initiatives suivantes avec des résultats à portée de main peuvent être immédiatement réorientées vers la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs et résilients en Afrique de l'Ouest:

1. Mise à échelle de CRIALCES. Ce programme aide les entreprises de transformation des aliments à produire des aliments nutritifs pour les marchés humanitaires et commerciaux ou de masse. La version améliorée de la conception du programme devrait garantir que les transformateurs soutenus investissent dans des modèles inclusifs en veillant à ce que les petits exploitants agricoles des chaînes d'approvisionnement aient accès aux technologies et aux intrants dont ils ont besoin pour fournir des matières premières de haute qualité. Les entreprises de transformation alimentaire peuvent exercer la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement et créer des plateformes où les agriculteurs, les institutions financières, les fournisseurs d'intrants, les services de vulgarisation et de conseil rural ainsi que les négociants peuvent coordonner leurs efforts pour réduire les coûts de transaction et accroître la transparence tout au long des chaînes d'approvisionnement.
2. Les efforts de fortification des aliments et de mélange de farine devraient continuer d'aider les entreprises de transformation des aliments à produire des aliments sûrs et nutritifs et à renforcer la capacité des institutions gouvernementales à élaborer et à mettre en œuvre des normes de salubrité et de qualité des aliments. Cet effort devrait aller au-delà de la production d'aliments nutritifs spéciaux (SNF) pour soutenir également la transformation, le mélange et l'enrichissement de la farine ainsi que d'autres produits destinés à la consommation de masse. L'élargissement de la gamme de produits peut créer plus de valeur dans une région dont les exportations de produits alimentaires primaires étaient évaluées à 11,3 milliards USD en 2021, tandis que la valeur des produits alimentaires transformés exportés la même année était estimée à 3,8 milliards USD seulement (UA/OCDE, 2023).
3. Mise à niveau de deux à trois hangars ou bassins de marché reliés à des pôles de production. Exemple: Marché de Potiskum dans le nord du Nigeria avec l'ONUDI, l'autorité gouvernementale locale (LGA) et le gouvernement fédéral, les commerçants et les institutions financières telles que la BAD. Ces places de marché sont un nœud important des chaînes d'approvisionnement alimentaire qui peuvent être exploitées pour créer plus de valeur et assurer la sécurité alimentaire. En plus d'être des points de transit, ces lieux peuvent être équipés de technologies à valeur ajoutée telles que des séchoirs, des nettoyeurs et des machines de transformation, ainsi que d'installations d'entreposage certifiées qui peuvent améliorer l'accès au financement et réduire les pertes post-récolte.
4. Exploiter les données du PAM pour un engagement de partenariat stratégique avec le secteur privé et les organisations de la société civile. Les données du PAM peuvent être exploitées pour aider le gouvernement et le secteur privé à planifier et à cibler les zones qui en ont besoin ou qui sont viables. Les services gouvernementaux chargés de la mobilisation et de la facilitation des investissements peuvent également utiliser les données du PAM pour conseiller et orienter les investissements du secteur privé et élaborer des programmes d'incitation appropriés et adaptés.

Mesurer la performance des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest

Questions d'orientation

Pour mesurer la performance des systèmes alimentaires au niveau régional de l'Afrique de l'Ouest, le PAM sera guidé par la mesure dans laquelle les besoins d'aide humanitaire diminuent. Cependant, au niveau national, chaque bureau pays du PAM sélectionnera des indicateurs pertinents pour son contexte. Les questions d'orientation suivantes aideront à l'élaboration d'indicateurs spécifiques au contexte.

Demande, offre et abordabilité

- *Quelle est la demande d'aliments nutritifs (changements de quantité et de valeur au fil du temps)?*
- *Quelle est l'offre d'aliments nutritifs (variation de la quantité et de la valeur au fil du temps)?*
- *Quelles sont les tendances des prix des régimes nutritifs?*

Durabilité

- *Les systèmes alimentaires sont-ils rentables sur l'ensemble (compétitivité, système d'incitation, profil de risque)?*
- *Ces systèmes alimentaires présentent-ils des avantages pour la société (nutrition, emploi, sensibilité aux conflits)?*
- *Ces systèmes alimentaires ont-ils un impact positif ou neutre sur l'environnement naturel?*
- *Les compromis et le coût d'opportunité net sont-ils positif ou négatif?*

Économie politique

- *Quelles sont les dynamiques de pouvoir et les relations tout au long du système d'approvisionnement alimentaire ou du parcours alimentaire (qui crée quelle valeur, qui capture quelle valeur)?*
- *Comment les groupes vulnérables ont-ils accès à une alimentation nutritive?*
- *Quelles sont la répartition du travail et les avantages qui reviennent aux hommes et aux femmes impliqués dans les activités des systèmes alimentaires?*
- *Quelle est la proportion d'aliments nutritifs couverts par la production locale par rapport aux importations?*
- *Quelle est la proportion d'aliments nutritifs produits et commercialisés par les petits exploitants agricoles et les PME agroalimentaires?*

Diversité et connectivité

- *Quelle est la diversité des sources d'aliments nutritifs?*
- *Quelle est l'étendue et l'efficacité des réseaux (infrastructures matérielles et immatérielles) reliant les acteurs des systèmes alimentaires et les chaînes alimentaires (systèmes de production, d'agrégation, de transformation, de distribution, y compris les marchés de détail et informels, ainsi que la consommation), les prestataires de services de soutien et les décideurs politiques, y compris les institutions de réglementation de la sécurité et de la qualité des aliments?*

Mesures politiques

- *Comment les lois, les réglementations et les investissements publics (y compris les programmes de subvention) encouragent-ils ou découragent-ils la production d'aliments sains et*

nutritifs, l'adoption de technologies intelligentes sur le plan climatique et la création d'emplois dans le cadre des systèmes agroalimentaires?

Capacité de livraison

- *Quelle est la capacité des institutions dont le mandat contribue à la mise en place de systèmes alimentaires inclusifs, compétitifs et résilients? Quelle est la force de leurs mécanismes de coordination?*
- *Quelle est la force des entreprises agroalimentaires (accès aux marchés, financement, technologie, développement de produits, R-D)?*
- *Existe-t-il des plateformes multipartites opérationnelles (physiques et numériques) qui facilitent les dialogues politiques et les investissements dans des systèmes alimentaires résilients?*

Indicateurs

Des indicateurs mondiaux sur la performance des systèmes alimentaires sont accessibles ici: [Tableau de bord des systèmes alimentaires](#). Sur le plan opérationnel, les 50 indicateurs proposés par l'initiative Indicateur de compte à rebours de la sécurité alimentaire (FSCI) constituent un point de départ dans le processus d'élaboration d'une approche commune et globale de l'évaluation de la transformation des systèmes alimentaires¹⁹.

Ces indicateurs s'articulent autour de cinq thèmes, dont (1) l'alimentation, la nutrition et la santé, (2) l'environnement, les ressources naturelles et la production, (3) les moyens de subsistance, la pauvreté et l'équité, (4) la gouvernance et (5) la résilience et la durabilité (AASR, 2023)²⁰. En outre, les indicateurs par défaut du PAM suivants sont toujours utiles et peuvent être réutilisés et affinés pour mesurer la progression et la transformation des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

¹⁹ <https://www.foodcountdown.org/framework>

²⁰ <https://agra.org/publications/africa-agriculture-status-report-aasr/>

Productivité et accès au marché des petits exploitants

- Pourcentage moyen de pertes post-récolte des petits exploitants au stade du stockage.
- Pourcentage de petits exploitants agricoles déclarant une augmentation de la production de cultures nutritives.
- Comparaison des prix à la ferme et des prix de détail.
- Transmission des prix sur les marchés des intrants et des extrants.

Nutrition

- Proportion de ménages qui n'ont pas les moyens d'acheter le régime alimentaire nutritif le moins cher.
- Prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation.
- Pourcentage d'augmentation de la production d'aliments de haute qualité et riches en nutriments.

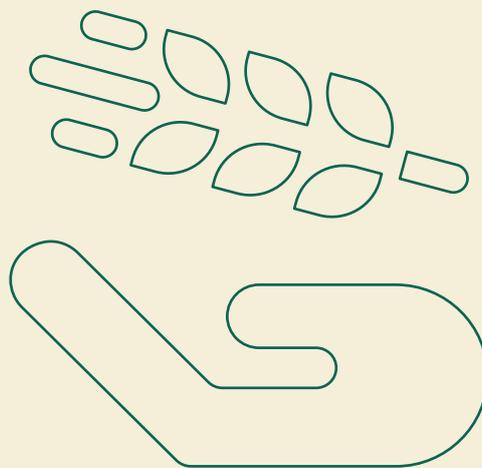
Sécurité alimentaire et besoins essentiels

- Stratégies d'adaptation des moyens de subsistance pour la sécurité alimentaire.
- Stratégies d'adaptation des moyens de subsistance pour les besoins essentiels.
- Capacité économique à répondre aux besoins essentiels.

Aux niveaux méso et macro, les indicateurs de la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP) peuvent être utilisés pour favoriser un alignement fort entre l'appui du PAM et les initiatives stratégiques de la CEDEAO. Sur la base des données disponibles, les groupes d'indicateurs suivants peuvent être utilisés: (i) Résilience à la variabilité climatique; (ii) Commerce intra-africain des produits agricoles et des services; (iii) Éradiquer la pauvreté par l'agriculture et (iv) Éradiquer la faim.

Les indicateurs spécifiques peuvent inclure:

- Taux de dépendance des importations alimentaires.
- Taux de réduction du taux de pauvreté, au seuil de pauvreté national (% de la population).
- Pourcentage de jeunes qui sont engagés dans de nouvelles opportunités d'emploi dans les chaînes de valeur agricoles.
- Proportion de femmes rurales qui sont autonomes dans l'agriculture.
- Indice de volatilité des prix des produits alimentaires intérieurs.
- Pourcentage de ménages agricoles, pastoraux et de pêcheurs qui résistent aux chocs climatiques et météorologiques.
- Proportion de la population couverte par l'aide sociale, la protection sociale, l'assurance sociale et les programmes de travail.
- Percentage increase in production of high-quality and nutrition-dense foods.



Note finale

Ce document a fourni un cadre que les bureaux de pays du PAM en Afrique de l'Ouest peuvent utiliser pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives visant à contribuer à la transformation des systèmes alimentaires dans chaque pays et dans la région. Chaque pays et chaque initiative régionale élaborera un plan de mise en œuvre sur mesure. Le plan de mise en œuvre comprendra également un cadre de **production de données probantes** qui permettra aux pays de suivre la progression des systèmes alimentaires tout au long du continuum de maturité du système. En outre, le plan comprendra une **cartographie des partenariats** pour les acteurs clés, notamment les détenteurs de financements et de technologies, les institutions de marché, les producteurs, les décideurs politiques et les plateformes multipartites. L'exercice de cartographie comprendra également l'inventaire de toutes les initiatives et de tous les programmes que le PAM met en œuvre dans les différentes composantes des systèmes alimentaires. Cet **inventaire** permettra à l'équipe et au groupe de travail sur les systèmes alimentaires du PAM de concevoir une approche systémique qui relie ces initiatives afin de créer et de soutenir le développement de systèmes à grande échelle. Comprendre ce que d'autres partenaires clés tels que les agences basées à Rome (RBA), d'autres agences des Nations Unies, des institutions financières internationales et régionales ainsi que de grandes entreprises agroalimentaires locales et régionales et des multinationales contribueraient à la création de **plateformes multipartites** visant à transformer les systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest.

References

- AGRA. (2023). *Empowering Africa's Food Systems for the Future* (Issue 11). Nairobi, Kenya: AGRA.
- AUC/OECD (2023), *Africa's Development Dynamics 2023: Investing in Sustainable Development*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/3269532b-en>.
- AUC/OECD (2022), *Africa's Development Dynamics 2022: Regional Value Chains for a Sustainable Recovery*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/2e3b97fd-en>.
- International Monetary Fund (2022). Climate change and SSA's intensified food insecurity. IMF Departmental papers.
- ASF Advisors. (2021). *Agricultural platforms in a digital era: Defining the landscape*. <https://isfadvisors.org/agricultural-platforms-in-a-digital-era-defining-the-landscape/>
- Karuho, O. (2021). The agribusiness consortia approach. In AGRA. (2021). *How Integration Enhances the Competitiveness of Agribusinesses and Smallholder Farming Systems: The Tanzania Case Study*. Dar es Salaam, Tanzania: Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA). ISBN: 978-0-9980765-5-3.
- United Nations (2023). *Making food systems work for people and planet*. UN Food Systems Summit +2. Report of the Secretary General. unfss2-secretary-general-report.pdf (unfoodsystemshub.org).
- WFP & UNICEF (2023). *All the right tracks: Delivering shock-responsive social protection in the Sahel. Learnings from the COVID-19 response*. <https://www.wfp.org/publications/all-right-tracks-delivering-shock-responsive-social-protection-lessons-covid-19>.

Programme Alimentaire Mondial

Regional Bureau for Western Africa
10 Avenue Pasteur x Rue Gallieni
BP6288 Dakar Etoile
Dakar, Senegal